

DOCUMENT D'AUTOÉVALUATION DES UNITÉS DE RECHERCHE

PARIS-SACLAY APPLIED ECONOMICS

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2024-2025
VAGUE E

Mai 2024



1- INFORMATIONS GÉNÉRALES POUR LE CONTRAT EN COURS

1- Identification de l'unité



Nom de l'unité : **Paris-Saclay Applied Economics**

Acronyme : **PSAE**

Label et numéro : **UMR 0210**

Domaine scientifique principal :

SHS : Sciences Humaines et Sociales

Panels scientifiques par ordre décroissant de pertinence :

Panel 1

SHS1 : Marchés et organisations

Panel 2

Choisissez un élément.

Équipe de direction : **Stéphan Marette (Directeur de l'unité), Basak Bayramoglu (Directrice adjointe), Guy Meunier (Directeur adjoint)**

Liste des tutelles de l'unité de recherche : **AgroParisTech et INRAE**

Écoles doctorales de rattachement : **ABIES (Agriculture, Alimentation, Biologie, Environnement et Santé), Ecole Doctorale numéro 581 et DEM (Droit, Economie et Management), Ecole Doctorale numéro 630.**

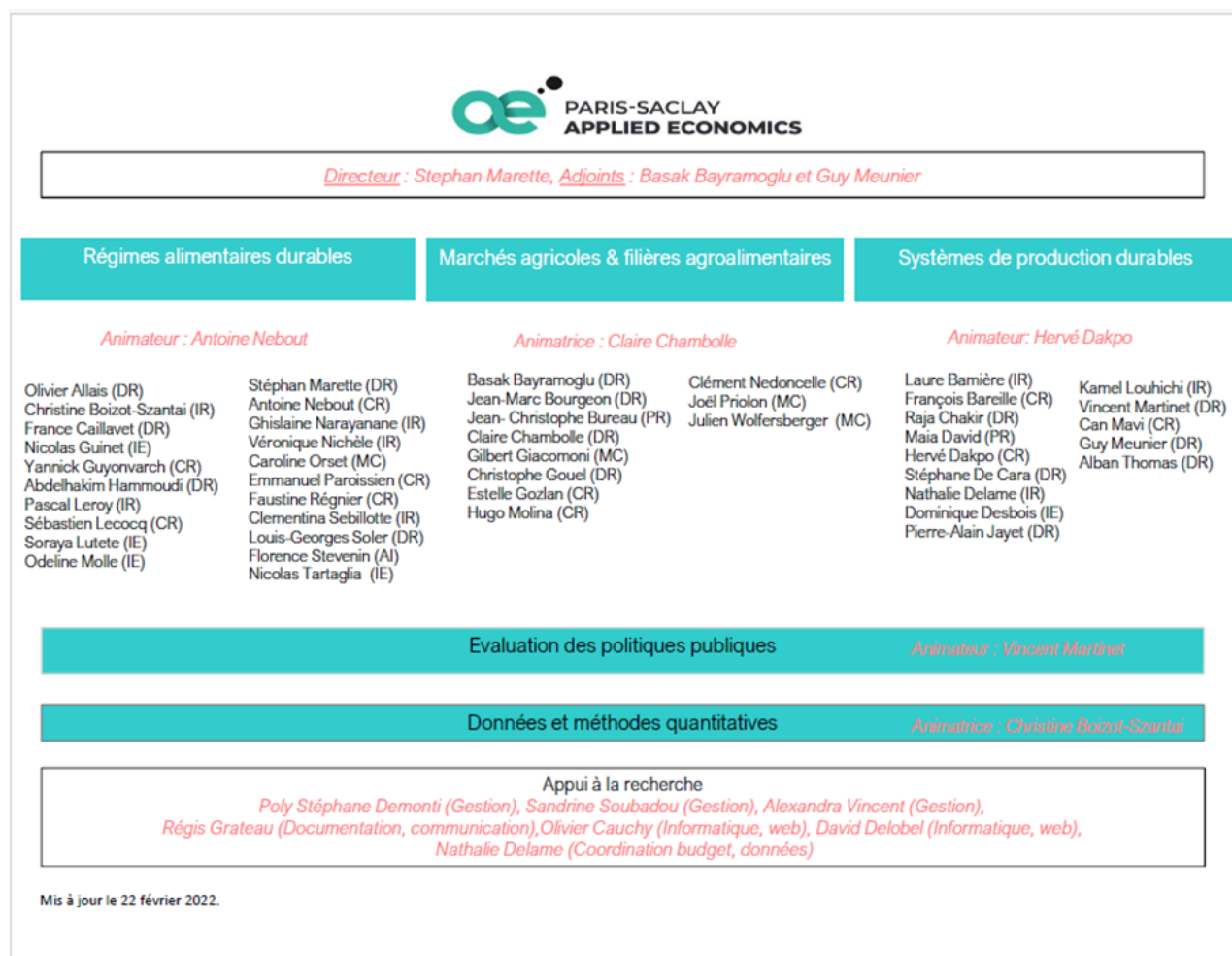
2- Présentation de l'unité

L'unité mixte de recherche (UMR) Paris-Saclay Applied Economics (PSAE), INRAE-AgroParisTech fait partie de l'Université Paris-Saclay. Elle est localisée au sein du Campus Agro Paris-Saclay (bât E, 22 place de l'Agronomie, 91120 Palaiseau). PSAE est née de la fusion administrative des unités ALISS (Alimentation et Sciences Sociales) et Economie Publique au 1^{er} janvier 2022. Le déménagement sur le Campus Agro Paris-Saclay a eu lieu en juillet 2022. L'Unité de Recherche INRAE, ALISS, était précédemment localisée à Ivry-sur-Seine, et était dirigée par Olivier Allais et Christine Boizot-Szantai jusqu'au 31 décembre 2021. L'UMR Economie Publique INRAE-AgroParisTech était précédemment localisée à Paris et à Grignon, et était dirigée par Stéphane De Cara, Laure Bamière et Maïa David jusqu'au 31 décembre 2021. De nombreux échanges ont précédé la fusion et le déménagement. Tous les efforts qui ont préparé ces événements doivent être soulignés et remerciés.

Effectif de l'unité au 31/12/2023 : l'UMR PSAE est organisée autour d'un Directeur d'unité (DU), Stéphan Marette, et de deux DU adjoints, Basak Bayramoglu et Guy Meunier. Au sein de PSAE, on dénombre 78 personnes, dont 51 permanents. Parmi ces 51 permanents, on dénombre 43 INRAE et 8 AgroParisTech. PSAE accueille chaque année une moyenne de 30 à 40 non-permanents (étudiants, stagiaires, doctorants, postdocs, CDD), dont fin 2023, 21 doctorants et 2 post-doctorants.

PSAE est organisée en trois axes thématiques de recherche (qui ne sont pas des équipes) et deux axes transversaux. Les axes thématiques de recherche s'intitulent : Régimes alimentaires durables ; Marchés agricoles et filières agro-alimentaires ; Systèmes de production durables. Les axes transversaux : Evaluation des politiques publiques ; Données et méthodes quantitatives. Nous disposons d'une plateforme de données : Odalim.

En prenant en compte les différents axes, l'organigramme de l'unité établi en février 2022, juste après la fusion et citant uniquement les titulaires, est le suivant :



3- Les thématiques scientifiques et leurs enjeux

Les grands objectifs de notre unité consistent à combiner collectivement différentes missions, à savoir recherche, expertise aidant à la décision publique et enseignement. Ces objectifs sont atteints collectivement, avec des investissements individuels qui varient selon les missions et les préférences. Ils mobilisent différentes approches méthodologiques ayant conduit à la définition de trois axes thématiques et de deux axes méthodologiques.

Les trois axes thématiques sont : Régimes alimentaires durables ; Marchés agricoles et filières agro-alimentaires ; Systèmes de production durables (ce sont les dénominations retenues sur la période 2022-2024, le nom de certains axes ayant été légèrement modifiés dans le projet). Les axes thématiques sont le lieu privilégié de l'animation scientifique : identification de thèmes de recherches et de collaborations, montage de projets, organisation de groupes de lecture, définition des profils de poste, etc. Les deux axes transversaux sont les suivants : (1) Evaluation des politiques publiques ; (2) Données et méthodes quantitatives. Les axes transversaux correspondent à des outils communs : les données, avec l'infrastructure associée Odalim, et les méthodes quantitatives (ex. économétrie) avec des formations proposées aux membres de l'unité, l'évaluation de politiques publiques et ses méthodologies. Chaque membre de l'unité est rattaché à un axe thématique principal, mais est susceptible de participer aux activités d'autres axes. La structure reste flexible et pragmatique.

Les axes thématiques s'inscrivent pleinement dans les axes de recherche stratégiques des tutelles, AgroParisTech et INRAE. Nos axes contribuent et se nourrissent du schéma stratégique du département EcoSocio d'INRAE. Ce schéma stratégique est décliné en grands objectifs scientifiques (GOS) visant à répondre aux objectifs scientifiques et politiques d'INRAE 2030.

Les axes sont maintenant présentés, en faisant référence aux faits marquants correspondants. Les faits marquants constituent le portfolio (fichier zip), introduit dans la section 2. Ils sont indiqués et référencés par leur numéro, à savoir FM1, FM2, ..., FM11. Le FM1 concerne la fusion et le déménagement qui marquent un moment important de PSAE. Les FM2 à FM7 correspondent à six publications sur lesquelles nous revenons dans le Domaine 3 de l'autoévaluation.

Axe 1. Régimes alimentaires durables

Les travaux menés dans cet axe, animé par Antoine Nebout, analysent les possibles conditions d'un changement des régimes alimentaires, dans un contexte de différenciation croissante des produits. Il s'agit de comprendre les déterminants des comportements alimentaires des consommateurs, et leurs conséquences sur la demande, les inégalités sociales, la santé et l'environnement. Les analyses portent sur une variété de facteurs économiques, psychologiques, sociaux et environnementaux, et mobilisent plusieurs méthodologies (expériences en laboratoire ou contrôlées, enquêtes, économétrie, économie comportementale).

Les politiques publiques concernées sont principalement les politiques nutritionnelles : affichage (Nutri-Score, labels de qualité, score environnemental), normes et standards de qualité, fiscalité nutritionnelle et environnementale.

Faits marquants : deux articles. Le premier porte sur l'évaluation du Nutri-Score à l'aide d'une expérience de grande ampleur en supermarché, le second sur les déterminants du gaspillage alimentaire à partir de données d'enquête.

FM2 : Dubois, P., Albuquerque, P., Allais, O. et al. (2021). Effects of front-of-pack labels on the nutritional quality of supermarket food purchases: evidence from a large-scale randomized controlled trial. *Journal of the Academy Marketing Science*, 49 : 119-138.

FM3 : Paroissien, E., Beatty, T. K., & Nebout, A. (2024). Household food waste and the opportunity cost of time. *Ecological Economics*, 216 : 108012.

Axe 2. Marchés agricoles et filières agro-alimentaires

Cet axe, animé par Claire Chambolle, analyse les marchés de matières premières agricoles (nationaux et internationaux) et l'organisation industrielle du secteur agro-alimentaire. Il s'agit notamment d'analyser et évaluer les conséquences de modifications du contexte (prix des inputs, politiques publiques, accords internationaux) sur les marchés agricoles et le long de la chaîne de production, des marchés des matières premières jusqu'à la distribution. Ces recherches relèvent de l'organisation industrielle et du commerce international, et sont croisées de façon originale avec l'économie du développement et l'économie de la demande. Les recherches sont théoriques et empiriques.

Les politiques publiques concernées sont : la politique de la concurrence, les réglementations de la formation des prix alimentaires (loi EGalim), les accords environnementaux internationaux, les accords commerciaux.

Faits marquants : deux articles. Le premier étudie l'influence du commerce international sur les aides climatiques, le second analyse les négociations entre producteurs et distributeurs et les pratiques anticoncurrentielles.

- FM4 : Bayramoglu, B., Jacques, J. F., Nedoncelle, C., & Neumann-Noel, L. (2023). International climate aid and trade. *Journal of Environmental Economics and Management*, 117, 102748.
- FM5 : Chambolle, C., & Molina, H. (2023). A buyer power theory of exclusive dealing and exclusionary bundling. *American Economic Journal: Microeconomics*, 15(3), 166-200.

Axe 3. Systèmes de production durables

Les analyses de cet axe, animé par Hervé Dakpo, portent sur les relations entre l'offre de produits agricoles et l'environnement. Les recherches sur l'adaptation au changement climatique et la réduction des émissions de gaz à effet de serre y occupent une place centrale. Cet axe s'appuie sur des travaux théoriques (en économie de l'environnement et économie publique) et appliqués à différentes échelles (paysage, France, UE, global), intégrant l'hétérogénéité spatiale et interindividuelle des conditions de production.

Les politiques publiques concernées sont les politiques d'adaptation et d'atténuation au changement climatique, les politiques de préservation de la biodiversité, l'usage des sols, la Politique Agricole Commune, les réglementations des pratiques agricoles (pesticides, agriculture biologique), et la fiscalité associée.

Faits marquants : deux articles. Le premier porte sur les politiques d'atténuation des gaz à effet de serre dans le secteur agricole, le second sur les impacts du changement climatique sur les rendements agricoles.

- FM6 : De Cara, S., Henry, L., & Jayet, P. A. (2018). Optimal coverage of an emission tax in the presence of monitoring, reporting, and verification costs. *Journal of Environmental Economics and Management*, 89, 71-93.
- FM7 : Bareille, F., & Chakir, R. (2023). Structural identification of weather impacts on crop yields: Disentangling agronomic from adaptation effects. *American Journal of Agricultural Economics*.

Axe transversal 1 : Évaluation des politiques publiques

Cet axe, animé par Vincent Martinet, se focalise sur l'évaluation des politiques publiques et concerne les trois axes thématiques qui viennent d'être présentés. Les politiques publiques peuvent concerner les différents niveaux du système agro-alimentaire : agriculteurs, firmes agro-alimentaires, distributeurs, consommateurs, mais également l'environnement et les enjeux de protection des écosystèmes. Les évaluations menées sont prospectives (ex ante) ou rétrospectives (ex post) et les réponses apportées largement issues de recherches empiriques, basées notamment sur des méthodes développées dans l'axe 2, comme les modèles de « difference-in-difference ».

Fait marquant : FM8 regroupant trois expertises :

- Protéger les cultures en augmentant la diversité végétale des espaces agricoles (ESCo ReguNat) | INRAE : Rapport et Synthèse de l'étude.

- Stocker 4 pour 1 000 de carbone dans les sols : le potentiel en France | INRAE : Rapport et Synthèse de l'étude.
- Trade in agricultural and food products (Chapitre du Handbook of Agricultural Economics).

Axe transversal 2 : Données et méthodes quantitatives

Cet axe, animé par Christine Boizot-Szantai, se focalise sur les données et les méthodes quantitatives, associées à leurs traitements, indispensables aux recherches en sciences économiques et sociales. Les outils méthodologiques mobilisés pour évaluer les politiques publiques (qui font l'objet de l'axe transversal 1) sont multiples : analyses théoriques et méthodes quantitatives, telles que l'économétrie et l'économie expérimentale. Cet effort de quantification des impacts économiques s'appuie sur la constitution et l'appariement de bases de données au sein de la plateforme Odalim, regroupant des compétences techniques de haut niveau, comme le machine learning, le webscrapping, ou la démarche science ouverte. Cette plateforme a un intérêt qui va au-delà de l'unité, soit pour d'autres unités INRAE ou pour des partenaires (ANSES...).

Fait marquant : FM9 présentant la plateforme Odalim.

Enfin, les membres de l'unité sont très impliqués dans plusieurs activités d'**enseignement** qui sont détaillées dans le FM11. Il faut souligner la très forte implication de l'unité dans le master EEET notamment des enseignants chercheurs qui enseignent et coordonnent ce master (implication détaillée dans la section 5). De plus, la plupart des chercheurs INRAE de l'unité ont des activités d'enseignement sur le plateau de Saclay : à l'Université Paris-Saclay, notamment à AgroParisTech (cursus ingénieur et master EEET) et à l'ENS (Master of Economics), ainsi qu'à l'IPP (Ecole Polytechnique et ENSAE). Enfin, ces activités d'enseignement et de formation comprennent l'encadrement régulier de stagiaires et de doctorants (cf FM11 et Domaine 2 référence 2).

4- Profil d'activités liées à la recherche

Activités (Répartir 100 points sur ces 7 items)

Administration et animation de la recherche : pilotage de la recherche (VP, direction d'institut, DAS, par exemple), participation à des instances d'évaluation (CNU, CoNRS, CSS, Hcéres, par exemple), responsabilité de dispositifs Idex ou Isite, direction de projets (ANR, Horizon Europe, ERC, CPER, PIA, France 2030, par exemple), responsabilités éditoriales dans des revues ou collections nationales et internationales.	15
Aide aux politiques publiques et expertise technique : pouvoirs publics aux niveaux européen, national et régional, entreprises, instances internationales comme FAO, OMS, etc.	15
Contribution à l'adossement d'enseignements innovants à la recherche : EUR, SFRI, etc.	0
Dissémination de la recherche : partage de connaissances avec le grand public, médiation scientifique, interface sciences et société.	5
Recherche et encadrement de la recherche.	50
Valorisation, transfert, innovation, <u>enseignement</u>.	15

5- Environnement de recherche

L'unité PSAE s'insère dans le paysage de recherche et d'enseignement du plateau de Saclay. Il comprend l'Université Paris-Saclay, à laquelle elle est rattachée, et l'Institut Polytechnique de Paris, avec lequel elle entretient des liens forts. Les membres de l'unité participent activement à diverses institutions de l'Université Paris-Saclay, des deux tutelles INRAE et AgroParisTech, en plus d'engagements dans la communauté de la recherche en économie nationale et internationale.

Au sein de l'**Université Paris-Saclay**, dans une double perspective disciplinaire et thématique, PSAE est rattachée à deux Graduate Schools (GS) : « Economie et Management » (EM) et « Biosphera », ainsi qu'à deux Ecoles Doctorales (ED) : « Droit Economie et Management » (DEM) et « Agriculture, alimentation, biologie et santé » (ABIES). L'unité a contribué à la construction de ces GS, et plusieurs membres y jouent encore des rôles clefs. Ainsi, Vincent Martinet est directeur adjoint recherche de la GS EM et membre du conseil de l'ED DEM, Stéphane De Cara est coordinateur de l'axe Economie et sciences de l'environnement de la GS Biosphera, membre du conseil de l'ED DEM. Jean-Christophe Bureau est membre pour AgroParisTech des conseils des GS EM et Biosphera. Olivier Allais est membre pour INRAE du conseil de la GS EM.

En plus de ces engagements, nous participons activement à [C-LAND](#), Institut de convergence pluridisciplinaire sur l'usage des terres et le changement climatique, dont Raja Chakir est membre du comité exécutif scientifique et co-animatrice de l'axe 3 "intégration entre adaptation et atténuation" et dont Jean-Christophe Bureau est membre du comité d'enseignement. Nous sommes aussi très impliqués dans le [centre d'études interdisciplinaires C-BASC](#) sur la transition écologique et agroécologique du système agro-alimentaire : Maïa David était co-coordinatrice jusqu'en fin 2023, et Jean-Christophe Bureau participe au comité d'enseignement. Par ailleurs, Olivier Allais est membre du comité de pilotage du futur restaurant expérimental, porté par l'unité SayFood.

Concernant l'enseignement, l'unité porte le **Master EEET** co-dirigé par Jean-Christophe Bureau et Maïa David. Au sein de ce Master, Jean-Christophe Bureau est responsable du parcours « économie du développement durable et de l'environnement » et Caroline Orset du parcours « alimentation ». Beaucoup des personnels scientifiques de PSAE (tous les enseignants-chercheurs mais aussi un grand nombre de chercheurs INRAE) participent à ce master et aux enseignements du cursus ingénieur de AgroParisTech. De plus, plusieurs membres de l'unité enseignent dans le Master of Economics de l'Université Paris-Saclay. Vincent Martinet est professeur attaché à l'ENS Paris-Saclay dans le cadre de la convention INRAE – ENS Paris-Saclay.

Sur le plateau de Saclay, et même s'il s'agit d'une institution à laquelle n'appartient pas PSAE, l'unité entretient des liens forts avec le CREST et l'**Institut Polytechnique de Paris (IPP)**. Cinq membres de l'unité sont associés au CREST et enseignent à l'IPP, certains ont participé au Labex ECODEC. Guy Meunier est membre du comité de pilotage de la chaire DDX (EDF-Polytechnique), et à l'origine d'une initiative jointe entre C-LAND et le centre interdisciplinaire Energy 4 Climate sur les bioénergies. Un de nos objectifs est de surmonter la frontière institutionnelle entre l'Université Paris-Saclay et l'IPP, pour fédérer les économistes du plateau en partenariat avec le CREST.

L'unité est aussi impliquée au sein des deux tutelles, **INRAE et AgroParisTech**. A AgroParisTech, en plus des rôles mentionnés dans l'enseignement, Caroline Orset est vice-présidente du département des Sciences économiques, sociales et de gestion (SESG), dont Jean-Christophe Bureau était le directeur jusqu'en septembre 2023. Stéphane De Cara est membre du conseil scientifique d'AgroParisTech. A INRAE, PSAE dépend du Centre Ile-de-France Versailles-Saclay. Stéphane De Cara et Stéphan Marette sont, respectivement, membres des comités de pilotage des MetaProgrammes CLIMAE et SYALSA mis en place par INRAE. Stéphane De Cara est co-animateur de l'axe 4 du PEPR FairCarbon. Au sein du département EcoSocio de l'INRAE, Guy Meunier et Clément Nedoncelle sont élus au Conseil Scientifique du département, et Nathalie Delame est référente données stratégiques, animatrice du réseau des référents « données opérationnelles » pour la mise en place de la science ouverte, et elle assure le rôle de chargé de mission données. Au niveau national, Vincent Martinet est élu au Conseil Scientifique d'INRAE, pour les départements EcoSocio et ACT.

Enfin, au sein de la communauté des économistes, Raja Chakir est membre du comité directeur de l'association française d'économie de l'environnement (FAERE) et représentante de la France au sein de l'association européenne d'économie de l'environnement (EAERE), position qu'a occupée Vincent Martinet de 2013 à 2021. Plusieurs membres de l'unité ont des activités éditoriales (cf Domaine 2, Référence 1).

6- Prise en compte des recommandations du précédent rapport

Lors de la précédente évaluation de 2018, plusieurs recommandations avaient été formulées dans un avis commun adressé aux deux unités qui n'avaient pas encore fusionné. Nous reproduisons trois extraits qui nous semblent très importants, avec des éléments de réponses faisant suite à chaque extrait.

Recommandations concernant les produits et activités de la recherche

« Les deux unités doivent poursuivre leur dynamique de publication, en veillant à publier non seulement dans les meilleures revues d'économie de l'environnement et d'économie agricole, mais aussi dans les meilleures revues généralistes. Elles doivent veiller à conserver un équilibre entre leurs activités d'expertises et de recherche académique, afin que les premières ne pénalisent pas la production académique. L'effort d'organisation de colloques internationaux devrait être poursuivi afin de permettre à la future unité commune de gagner en visibilité. »

L'unité a enregistré un bon rythme de publications malgré les difficultés liées au déménagement et à l'adaptation à un nouvel environnement de recherche. PSAE a réalisé 318 publications sur la période d'évaluation (2018-2023) dans les revues à comités de lecture, dont 138 dans les revues classées A et B au CNU. Un autre indicateur de cette dynamique est le nombre de publications croissant dans les meilleures revues d'économie de l'environnement, d'économie agricole et d'économie industrielle mais aussi dans de très bonnes revues généralistes comme *European Economic Review* (8 publications dans la période) ou *American Economic Journal: Microeconomics*.

L'unité continue de s'appuyer sur les structures des tutelles, notamment la Délégation à l'expertise scientifique collective, à la prospective et aux études (DEPE) et le service de presse d'INRAE et la Direction de la recherche, de l'Innovation et du transfert Technologique (DRITT) d'AgroParisTech, pour maintenir l'équilibre (toujours délicat) entre les différentes missions des chercheurs.

Suivant les recommandations du précédent rapport, l'unité a poursuivi l'effort d'organisation de colloques internationaux. Dans la période d'évaluation, PSAE a organisé 31 conférences/journées d'étude, dont 6 au niveau national et 25 au niveau international.

Recommandations concernant l'organisation et la vie de l'unité

« La réussite de la fusion d'ALISS et EP est conditionnée par la mise en place rapide d'instances de gouvernance communes aux deux unités, en particulier un conseil de service réunissant scientifiques et personnels d'appui à la recherche. Ce conseil de service aura un rôle important à jouer dans les décisions sur les orientations stratégiques communes, que ce soit en termes de profils de postes, de gestion des budgets ou de définition des règles de fonctionnement futures. La préparation de la fusion d'ALISS et EP nécessite également que soit organisé rapidement un séminaire de tous les personnels d'appui à la recherche, afin de renforcer les liens entre les deux équipes et faciliter leur réorganisation future. »

Nous avons bien suivi les recommandations du précédent rapport pour mettre en place des instances de gouvernance communes aux deux unités. En 2019, un groupe de travail a été constitué pour établir la charte de la future unité. Des réunions de tous les personnels d'appui à la recherche ont été organisées afin de renforcer les liens entre les deux équipes. Aujourd'hui, les instances de gouvernance de PSAE incluent le collège de direction, le conseil d'unité et l'assemblée générale. L'objectif du **collège de direction** (composé de la Direction d'unité et de l'ensemble des animateurs d'Axe) est d'instruire et de discuter de manière collégiale des décisions à prendre par la Direction d'unité et de veiller à la cohérence scientifique dans les arbitrages et les actions menées. Il est convoqué par le DU et se réunit autant que nécessaire à la bonne marche de l'unité. Le **conseil d'unité**, qui se réunit quatre fois par an, est le cadre privilégié d'échanges entre la Direction de l'unité et les représentants de toutes les catégories de personnels de l'Unité sur tous les aspects ayant trait au fonctionnement de l'unité et aux conditions de travail de ses membres. L'**assemblée générale** de l'unité (constituée de tous les personnels de l'unité, titulaires et non titulaires) se réunit une fois par an en assemblée ordinaire.

Recommandations concernant les perspectives scientifiques à cinq ans et la faisabilité du projet

« La réussite du projet scientifique dépend fortement de la décision des membres des deux unités de se déplacer ou non à Saclay. Aussi est-il important d'établir rapidement le périmètre du personnel souhaitant se rendre à Saclay et l'impact de ce périmètre sur les thématiques de recherche envisagées. Dans la perspective de la fusion des unités ALISS et EP, il serait également nécessaire de favoriser la transversalité des recherches et

les collaborations entre les membres des deux unités. Ces collaborations pourraient s'appuyer sur les ponts méthodologiques établis entre les recherches dans plusieurs thématiques. »

Nous avons bien suivi les recommandations du précédent rapport pour affiner le positionnement de chacun des membres. La plupart des membres des deux anciennes unités ont suivi la nouvelle unité sur le Campus Agro Paris-Saclay, et viennent régulièrement dans nos nouveaux locaux en dépit de toutes les difficultés liées aux transports. De plus, un groupe de travail commun aux deux unités a été mis en place en 2019 pour réfléchir à une politique de recrutements commune. Deux profils de postes CRCN INRAE ont été rédigés conjointement par des membres des deux unités. Un de ces profils a abouti au recrutement de Martin Jegard, sur un sujet à l'intersection de l'économie industrielle (Claire Chambolle) et du commerce international (Basak Bayramoglu). Un second profil CRCN, en cours d'arbitrage, sur les questions de fiscalité nutritionnelle et environnementale, a été rédigé par Guy Meunier et Estelle Gozlan. Concernant les collaborations entre les membres des deux unités, les ponts méthodologiques et les axes transversaux ont été des éléments essentiels à la bonne réussite du projet. Les divers événements organisés dans le cadre de l'animation scientifique ont également permis de favoriser les échanges comme la retraite scientifique de deux jours à Chantilly en juin 2023, l'organisation de conférences internationales et les groupes de lecture avec des thématiques à l'intersection de plusieurs axes de recherche de l'unité.

2- INTRODUCTION DU PORTFOLIO

Le portfolio de PSAE met en valeur la diversité des principales activités réalisées ces dernières années. L'objectif de notre unité est de combiner collectivement différentes missions, à savoir la recherche, l'expertise aidant à la décision publique et l'enseignement. Comme demandé pour une unité de grande taille (40 personnes ou plus), les **11 éléments** qui reflètent ces missions sont maintenant présentés.

La constitution du portfolio a été discutée et validée par le conseil de l'unité et lors de l'AG de l'unité en février 2024.

Tout d'abord, nous avons choisi un premier fait marquant (**FM1**) sur la **création de l'unité** et son installation sur le Campus Agro Paris-Saclay à Palaiseau qui a marqué l'année 2022. Ces deux événements ont mobilisé l'énergie de nombreuses personnes qui ont œuvré au succès de la fusion et du déménagement. L'ensemble des membres de PSAE doit être remercié pour le bon déroulement de ces deux événements.

Ensuite, nous avons sélectionné **six publications** caractéristiques des recherches que nous réalisons. Nous avons retenu deux publications pour chacun des trois axes thématiques (voir le portfolio avec les Faits Marquants **FM2 à FM7**). Ces publications combinent excellence scientifique et pertinence pour le débat public. Chacune a été publiée dans l'une des meilleures revues du domaine thématique de l'axe et porte sur une question d'économie importante pour le débat public. Elles mettent en évidence les arbitrages complexes à l'œuvre lors des décisions publiques autour de questions telles que : l'impact de la mise en place d'étiquetages nutritionnels simplifiés sur les achats des consommateurs (FM2), le gaspillage alimentaire (FM3), le lien entre le commerce international et les aides climatiques (FM4), les relations verticales au sein des filières (FM5), les taxes sur les émissions de polluants (FM6), l'impact du changement climatique sur la productivité agricole (FM7). Elles illustrent la diversité des méthodologies et données mobilisées et l'importance des deux axes transversaux.

Nous avons aussi choisi un élément sur **l'expertise et l'appui aux politiques publiques (FM8)**. Pour illustrer la contribution de l'unité à cette mission, nous avons choisi trois productions emblématiques qui ont eu une visibilité au-delà de la sphère strictement académique, auprès d'acteurs divers. Ainsi l'étude 4pour1000 a permis d'évaluer l'impact de mesures de décarbonation de l'agriculture, et a été fortement diffusée auprès des pouvoirs publics et des acteurs. L'Expertise Scientifique Collective « RegulNat » a mis en avant les solutions agroécologiques pour la protection des cultures, principalement à destination des pouvoirs publics et de la communauté scientifique. Enfin, un chapitre de Handbook donne un panorama exhaustif de la littérature académique sur le commerce international de biens agricoles, à destination des collègues et des institutions.

Nous avons retenu un élément concernant **la plateforme Odalim** et le site web associé (**FM9**). Cette plateforme offre un accès sécurisé à un ensemble de données en lien avec l'alimentation et couvrant plusieurs dimensions : consommation, nutrition, toxicologie, santé et environnement. Elle propose aussi des outils d'appariements modernes, basés sur des techniques de machine learning, de données très hétérogènes, afin de répondre à des questions ambitieuses de recherche et de politique publique.

Nous avons également choisi un élément autour des **colloques et des séminaires** réalisés par l'unité (**FM10**). En effet, outre les séminaires hebdomadaires de l'unité, de nombreux ateliers, conférences, et colloques ont été organisés. Ces événements jouent un rôle essentiel pour les échanges et la réflexion collective ; ils ont aussi permis de renforcer la visibilité de l'unité dans le paysage académique local, national et international.

Enfin, nous avons sélectionné un élément sur **l'enseignement et la formation** (masters, doctorants et chercheurs). En effet, la plupart des membres de l'unité enseignent régulièrement dans différentes institutions du plateau de Saclay, renforçant ainsi les liens entre formation et recherche. Nous accueillons de nombreux stagiaires et doctorants, et nous attachons une grande importance à leur offrir le meilleur environnement pour qu'ils puissent réaliser leur travail dans les meilleures conditions (**FM11**).

3- AUTOÉVALUATION DU BILAN

3-1 Autoévaluation de l'unité

Domaine 1. Profil, ressources et organisation de l'unité

Référence 1. L'unité s'est assigné des objectifs scientifiques pertinents.

Notre unité poursuit trois grandes missions : la production de travaux de **recherche** de qualité, validés par des publications reconnues ; l'**expertise** en appui aux politiques publiques ; et l'**enseignement**. Ces missions sont collectives et complémentaires les unes des autres. Il est essentiel que chaque membre de l'unité trouve sa place dans ces missions et s'y épanouisse dans une ambiance conviviale et productive. L'unité ambitionne d'être une référence internationale en économie appliquée sur les thématiques agriculture, alimentation et environnement. Pour se faire, elle mobilise les opportunités et moyens du plateau de Saclay et des deux tutelles.

Gouvernance et Intégration

La création de l'unité et son déménagement ont nécessité d'assurer l'intégration des deux unités préexistantes, mais aussi l'insertion de la nouvelle unité dans l'environnement du plateau de Saclay. Avant la fusion, nous avons construit la gouvernance de la future unité de façon collégiale afin de créer l'adhésion collective. Nous avons cherché à bâtir des structures robustes de gestion et de décision. La gouvernance de l'unité est précisée dans la « **Charte d'organisation de fonctionnement de PSAE** ». L'unité est dotée d'une direction, d'un collège de direction qui réunit la direction et les animateurs d'axes, et enfin d'un conseil d'unité, constitué du collège de direction ainsi que de membres élus représentants les doctorants, les chercheurs, les enseignants-chercheurs et les personnels ingénieurs, administratifs et techniques. Une assemblée générale se tient au moins une fois par an.

Afin de fluidifier la circulation des informations scientifiques et sur la vie de l'unité, nous avons mis en place deux moyens de communication : une newsletter hebdomadaire de l'unité et l'outil collaboratif Slack. La newsletter hebdomadaire rédigée par Olivier Cauchy et Régis Grateau permet d'informer l'unité sur les principales informations administratives et scientifiques. Slack complète la newsletter et permet le partage d'information sur des sujets très larges.

PSAE s'est organisée autour de trois axes thématiques et de deux axes méthodologiques, présentés ci-dessus (section 1.3), qui permettent de couvrir de nombreuses questions allant des pratiques agricoles jusqu'aux consommateurs. Les **axes thématiques** sont le lieu privilégié de l'animation scientifique. Chaque membre de l'unité est rattaché à un axe principal mais la structure est souple et chacun peut participer aux activités des autres axes. L'animation des axes doit permettre d'identifier des sujets d'intérêts communs, des opportunités de collaboration et de financement, pour aboutir sur le montage de projet et la production de travaux de recherches et d'expertise.

Insertion sur le plateau de Saclay

Nos travaux s'inscrivent dans la discipline économique tout en ayant des composantes thématiques fortes. C'est pourquoi l'unité est rattachée aux deux Graduate Schools de l'Université Paris-Saclay, Economie & Management et Biosphera, et aux deux Ecoles Doctorales correspondantes (Droit Economie et Management et ABIES). Comme expliqué dans la partie « 5-Environnement de recherche », PSAE est très investie dans ces entités ainsi que dans plusieurs instances des tutelles (conseil scientifique, métaprogrammes INRAE...). Ces investissements garantissent la visibilité de PSAE et offrent des opportunités mais peuvent être chronophages, car la double insertion sur le plateau et au sein des tutelles multiplie les opportunités mais aussi les sollicitations. Il nous faut veiller à l'équilibre entre ces activités et nos objectifs.

Le déménagement nous a conduit dans des locaux neufs qui sont adaptés aux objectifs scientifiques (FM1 du portfolio). La fusion et le déménagement sur le plateau de Saclay offrent des perspectives fortes de collaborations disciplinaires et **interdisciplinaires**. Par exemple, au sein du bâtiment E, la proximité avec les UMR MIA (statisticiens et informaticiens) et SAYFOOD (science de l'alimentation) permet de nombreux échanges informels, en plus des liens formels existants, qui ont abouti à des collaborations.

Dans le paysage du plateau de Saclay, PSAE est la plus grande unité d'économie de l'Université Paris-Saclay et est de taille similaire au CREST (IPP). Notre stratégie consiste donc à participer à la vie de la discipline économique au sein de Paris-Saclay (co-organisation d'événements scientifiques, comme les journées doctorales ou des conférences ; participation active au Master of Economics de Paris-Saclay) tout en gardant un dialogue avec le CREST, interlocuteur et partenaire historique. Le CREST est reconnu internationalement pour son excellence académique, avec un positionnement plus disciplinaire que PSAE, sur des champs de recherche différents (économie du travail, économétrie, théorie des jeux), avec des recoupements (commerce international, économie industrielle), et peu présent en économie de l'environnement et des ressources naturelles. Les relations avec le CREST sont fructueuses sur les dimensions recherche et enseignement ; elles se concrétisent par des co-écritures d'articles, invitations communes (ex. Juan Pablo Montero en 2023), conférences, codirection de thèses, projets ANR. Le CREST constitue un vivier de recrutement de chargés de recherche (Hugo Molina et Yannick Guyonvarch y ont réalisé leurs thèses). Enfin, nous entretenons également des liens privilégiés avec le CIREN, partenaire de longue date. Le CIREN, laboratoire important en économie de l'environnement, principalement sur les politiques climatiques, est rattaché à l'Université Paris-Saclay et à AgroParisTech, quoique non physiquement présent sur le plateau de Saclay. Il est intéressant de noter que le CIREN et le CREST sont les deux laboratoires avec lesquelles nous avons le plus de codirection de thèses.

Résultats

Le positionnement scientifique de PSAE, disciplinaire et thématique, se reflète dans la production académique. Cette production académique est très bonne, selon les métriques usuelles, comme détaillé en sous-section 3.3. Le délicat et ambitieux équilibre entre pertinence académique et sociétale est globalement atteint, même s'il reste des marges d'amélioration collective (voir section projet). Les travaux portent principalement sur le fonctionnement des marchés et la fourniture de biens publics, ainsi que l'impact des politiques publiques sur l'économie, l'alimentation et l'environnement, en mesurant précisément les gains et les pertes des agents économiques. Ils permettent de répondre à des questions que se posent la société civile. Le caractère thématique et finalisé des recherches réalisées s'illustre notamment par des publications en dehors de la discipline, dans des supports interdisciplinaires, en plus de publications en économie.

L'activité d'expertise est très satisfaisante avec la participation à différents comités d'experts (par ex ANSES), les interactions avec des acteurs non académiques (cf Domaine 4), la rédaction de

différents rapports (voir FM8), et la participation à des événements grand public comme le Salon international de l'agriculture. Ces différentes activités d'expertises et de participation au débat public s'appuient sur des résultats et méthodes développés dans les travaux de recherche, et peuvent aussi motiver des travaux futurs.

Enfin, toutes les personnes AgroParisTech et presque tous les chercheurs INRAE participent à des missions d'enseignement et/ou d'encadrement d'étudiants en masters M1, M2 ou thèses (voir FM11). L'unité coordonne le master EEET de l'Université Paris-Saclay qui est une référence nationale dans la formation des futurs cadres publics et privés, ainsi que des chercheurs sur nos thématiques de prédilection. A nouveau, les méthodes et les thèmes développés dans les articles scientifiques peuvent être mobilisés dans ces activités d'enseignement, et l'encadrement de stagiaires permet d'alimenter les travaux de recherches et de recruter des doctorants.

Référence 2. L'unité dispose de ressources adaptées à son profil d'activités et à son environnement de recherche et les mobilise.

Ressources financières

La situation financière de PSAE est très confortable grâce aux dotations des tutelles et surtout grâce à un nombre significatif de contrats de recherche. Par exemple, sans compter aucun des contrats, et à partir de la dotation INRAE, tous les agents (DR, CR, IR, IE pour INRAE et PR, MC pour AgroParisTech) ont reçu en 2022 une même dotation individuelle annuelle de 4 115,65 €. Cette somme individuelle leur permet de couvrir des dépenses de recherche courantes. En 2022, les thésards et les 2 personnes en délégation ont individuellement reçu ½ dotations égales à 2 057,82 €.

La marge de manœuvre financière de PSAE permet de financer des activités hors contrats de recherche comme des séjours à l'étranger, des invitations, des stages, des événements, des achats de données. L'allocation des budgets correspondants est arbitrée par le Conseil d'unité, après avoir recueilli les demandes. Les doctorants et jeunes chercheurs sont privilégiés dans ces arbitrages, et l'unité mène une politique active d'incitation auprès des doctorants pour des séjours dans une autre unité, de préférence à l'étranger.

L'activité contractuelle des chercheurs avec entre autres l'ANR et la Commission européenne est une priorité, avec de nombreux contrats portés par PSAE (voir la feuille 6 intitulée "Contrats et Valorisation" du fichier Excel joint). Cependant, ces nombreux contrats représentent une charge de travail administrative conséquente pour les deux gestionnaires d'unité ce qui reste un point de vigilance pour les prochaines années. Pour y remédier, il nous faut inciter les membres de l'unité à ne pas multiplier les petits contrats, sans trop empiéter sur leur liberté, et mobiliser d'autres structures de gestion de contrat (par ex l'Institut Louis Bachelier ou AgroParisTech).

Sur la période, les chercheurs de l'unité ont beaucoup diversifié les sources de **financement de thèses** : bourses doctorales ABIES ou DEM, contrats doctoraux spéciaux pour normaliens (CDSN), co-financements INRAE via les méta-programmes ou le département EcoSocio, C-LAND, financements régionaux, CIFRE, etc. Ces financements ont permis de maintenir le nombre de doctorants, souvent financés auparavant par des contrats de recherche européens ou ANR. La contrepartie est que la recherche de financements de thèse devient lourde, d'autant plus avec l'augmentation des demi bourses de thèse qui nécessite de combiner des co-financements, ce qui constitue un frein à l'accueil de nouveaux doctorants.

Gestion & matériel :

La gestion s'appuie sur deux gestionnaires INRAE, Poly-Stéphane Demonti et Sandrine Soubadou, qui sont efficaces, mais débordés par la charge courante de travail (frais de mission, recrutements...) et par la gestion des contrats de recherche. L'unité est aussi dotée de deux informaticiens, Olivier Cauchy et David Delobel, et d'un documentaliste Régis Gâteau.

Tout le personnel de PSAE (titulaires et non-titulaires) profite d'un bon environnement de travail dans les nouveaux locaux du Campus Agro Paris-Saclay, qui inclut l'accès à un bureau individuel ou partagé, à un ordinateur, au réseau informatique, à plusieurs sources de données, et à des moyens financiers conformément aux règles de fonctionnement de l'unité (budget individualisé, insertion dans les projets) pour mener à bien ses recherches.

Dynamique de recrutements :

Concernant la politique de recrutement, les deux unités (ALISS et Economie Publique) à l'origine de PSAE ont accueilli depuis 2015, 8 nouveaux chargés de recherche (CR INRAE), 1 Ingénieure de Recherche (IR INRAE), 3 Ingénieures d'Etude (IE INRAE) et 1 Maître de Conférence (MC AgroParisTech). Ces arrivées ont en partie compensé les 16 départs de scientifiques (12 chercheurs, 2 IR et 2 IE) connus par les deux unités durant la même période du fait de mobilités internes à INRAE, de mobilités externes, de départs de la fonction publique et des départs à la retraite. En ce qui concerne l'appui scientifique, 2 IE ont été recrutés à ALISS, alors qu'Economie Publique a connu deux départs. PSAE a connu également deux récents départs à la retraite (1 AI et 1 IE). Le solde négatif entre arrivées et départs pose la question de la viabilité des ressources humaines dans l'UMR, question qui risque de perdurer à l'avenir car plusieurs départs à la retraite sont prévus, à la fois pour les personnels AgroParisTech et INRAE, et que certains chercheurs sollicitent une mutation.

L'unité utilise les **possibilités de recrutement des tutelles**, essentiellement INRAE qui nous fournit des nouveaux postes de chercheurs plus régulièrement que les postes d'enseignants-chercheurs d'AgroParisTech. L'unité n'a pour l'instant pas su faire appel à des possibilités de recrutement hors des circuits traditionnels comme les Chaire Professeurs Juniors et les postes CRCN sur projet. C'est l'un des enjeux dans les années à venir.

Sur le plan de **l'appui et de la gestion**, les deux unités ont dû faire face à un flux sortant important. PSAE accueille actuellement 2 gestionnaires (1 AI et 1 TR). Le départ d'une gestionnaire en 2022 ne permet pas d'atteindre la cible fixée pour la gestion, à savoir 1 AI et 2 TR, ce qui pose des problèmes de surcharge de travail notamment pour le suivi des contrats. Il s'agit d'un point de fragilité pour PSAE dont on espère qu'il sera réglé par un prochain recrutement.

Référence 3. Les pratiques de l'unité sont conformes aux règles et aux directives définies par ses tutelles en matière de gestion des ressources humaines, de sécurité, d'environnement, de protocoles éthiques et de protection des données ainsi que du patrimoine scientifique.

Comme rappelés dans FM1, la vie courante de PSAE a été marquée par la fusion entre deux unités et le déménagement à Palaiseau qui ont eu lieu en 2022. Ces deux événements ont mobilisé l'énergie de nombreuses personnes qui ont fait tout leur possible pour que tout se passe au mieux. L'équipe de direction est (et a été) particulièrement vigilante au bien-être des personnes, notamment lors des entretiens demandés par les tutelles et dans lesquels nous avons abordé de nombreuses questions pratiques comme l'organisation du travail ou les difficultés liées au transport. Nous suivons les règles INRAE pour le **télétravail**, chaque membre de l'unité peut télétravailler 3 jours par semaine, sauf les enseignants-chercheurs qui ne bénéficient pas du télétravail. De façon à conserver la convivialité et la dynamique collective, la charte prévoit que deux journées de présences communes soient privilégiées. Le mardi et le jeudi, jour des séminaires externe et interne, ont été choisis en Assemblée Générale (Décembre 2021).

Nous avons organisé un ensemble d'événements (voir le FM1 spécifiquement dédié à cette question) afin d'être inclusif avec tous les membres de PSAE originaires des deux unités ALISS et Economie Publique ou nouvellement recrutés et ce, quel que soit leur corps de métier. Concernant les lois sur la non-discrimination, Stéphan Marette est membre du COPIL Egalité/Diversité du Centre Ile-de-France Versailles-Saclay, qui s'occupe des risques psycho-sociaux et dispose d'une cellule de lutte contre les discriminations. De manière générale, nous sommes attentifs à toutes les personnes titulaires ou non, afin de suivre l'esprit des règles de non-discrimination et de bien-être au travail.

Toutes les personnes de PSAE doivent être remerciées pour le bon déroulement de la fusion et du déménagement. Les réticences préalables à la fusion et au déménagement ont été surmontées, **l'intégration des deux collectifs** au sein de PSAE est un succès qui se concrétise dans plusieurs projets communs et une ambiance bienveillante et épanouissante. La fusion et le déménagement ont été un succès, même si la localisation du Campus Agro Paris-Saclay reste un point délicat pour certaines personnes, endurant un long temps de transport pour se rendre au travail. Une réflexion conduite par Christophe Gouel a été engagée sur l'empreinte carbone de l'unité.

Concernant le **patrimoine scientifique**, la plateforme Odalim permet un stockage et un accès pérenne à différentes données utilisées par l'unité (FM9). La plateforme Odalim est au centre des

réflexions menées avec Nathalie Delame, Christine Boizot-Szantai et Nicolas Guinet, sur la sécurité informatique et la mise à disposition des bases de données. Cette question demeure essentielle pour les prochaines années. Odalim permet de garantir l'accès à des bases de données riches, en respectant la double contrainte d'ouverture et de sécurité. Il est à noter qu'une cyberattaque a eu lieu à INRAE en décembre 2023, et que la plateforme Odalim qui est l'une des premières à s'être présentée à l'homologation sécurité d'INRAE, a réussi à éviter des dommages majeurs, soulignant ainsi l'effort de protection des données déployé par Odalim. La plateforme prépare le prochain renouvellement de son homologation en continuant à améliorer autant que possible la sécurité de son dispositif. Il faut souligner l'important travail nécessaire au fonctionnement de l'Odalim (et du projet Oqali présenté ci-dessous), et la surcharge de travail de certains ingénieurs impliqués, notamment Nicolas Guinet.

Concernant la **parité hommes/femmes** dans l'unité, la part de femmes dans les titulaires au sein de différentes catégories est la suivante (février 2022) : 29% chez les DR et PR ; 20% chez les CR et MC ; 64% chez les IE et IR. Comme le montrent ces chiffres, la répartition hommes-femmes est assez déséquilibrée sauf pour les ingénieurs. Ce qui est inhabituel est l'existence d'un déséquilibre plus prononcé chez les jeunes chercheurs (CR+MC) que chez les confirmé(e)s (DR+PR). L'unité n'a pas de marge de manœuvre sur cette répartition car dans les concours de recrutement de l'INRAE, les membres de l'unité ne peuvent pas participer au jury. Enfin, il faut noter que la parité est atteinte parmi les doctorants (8 femmes sur 17 doctorants sur l'année 2022-2023).

Synthèse de l'autoévaluation

Comme évoqué précédemment, la fusion et le déménagement ont été des succès. Même s'il reste des points d'améliorations qui seront évoqués ci-dessous, notre stratégie a consisté à développer notre travail au sein du Campus Agro Paris-Saclay, et au sein des deux Graduate Schools Biosphera et Economie & Management de l'Université Paris-Saclay. L'ambiance et les conditions de travail sont bonnes, la production scientifique remplit les missions fixées. Les points de vigilance concernent la charge de travail des gestionnaires et de certains ingénieurs (notamment ceux impliqués dans le projet Oqali et dans la plateforme Odalim), et les nombreuses sollicitations des chercheurs en raison de la complexité du paysage institutionnel de l'Université Paris-Saclay.

Domaine 2. Attractivité

Référence 1. L'unité est attractive par son rayonnement scientifique et s'insère dans l'espace européen de la recherche.

Organisation de manifestations scientifiques

L'unité PSAE se distingue par son activité riche en organisation de colloques et séminaires. Concernant les séminaires, l'unité en organise deux : un séminaire externe (les mardis) et un séminaire interne (un jeudi sur deux en moyenne). Malgré le contexte de déménagement et la difficulté d'accès au site en transports publics, l'unité a réussi à inviter de nombreux intervenants français et étrangers. Le jour du séminaire externe est un moment d'animation permettant de rassembler l'ensemble des chercheurs sur site comme décidé en Assemblée générale. Au-delà de l'animation interne, ces séminaires permettent aux chercheurs de l'unité de s'ouvrir sur de nouvelles problématiques et méthodologies. PSAE remercie tout particulièrement les jeunes chercheurs (Clément Nedoncelle, François Bareille, Emmanuel Paroissien, Yannick Guyonvarch, Can Mavi, Hugo Molina, Julien Wolfersberger) ayant participé au travail parfois fastidieux d'organisation des séminaires.

Par ailleurs, l'unité PSAE organise régulièrement des **conférences nationales et internationales** en économie agricole, économie de l'environnement et économie industrielle (FM10). Dans la période d'évaluation, les membres de l'unité ont participé à l'organisation de **31** conférences/journées d'études, dont **6** au niveau national et **25** au niveau international. Ce bilan très positif témoigne du dynamisme des membres de l'unité et de leurs réseaux de collaborations. Les nouveaux locaux du Campus Agro Paris-Saclay et l'insertion dans l'Université Paris-Saclay (via par exemple l'aide à la communication de la Maison des Sciences de l'Homme (MSH) de Paris-Saclay ou les financements des Graduate Schools et Objets Interdisciplinaires dans lesquels nous sommes très actifs) ont également permis de faciliter l'organisation de tels événements. La liste des conférences organisées

est donnée dans le FM10. Il est à noter que de nombreux chercheurs étrangers ont été invités lors de ces événements.

Ces événements sont organisés par des membres de l'unité et la plupart du temps avec d'autres partenaires locaux ou nationaux. La diversité institutionnelle de ces co-organisateurs témoigne de la richesse de nos **réseaux de recherche** sur le plateau de Saclay et au niveau national. Ces conférences sont tout d'abord un espace d'échanges académiques sur les problématiques qui sont au cœur des recherches de l'unité. Elles nous permettent également de renforcer notre visibilité sur les principales thématiques de l'unité, d'entretenir et d'élargir notre réseau à l'extérieur de nos cercles habituels. Certaines journées d'étude pourraient à l'avenir être un rendez-vous régulier d'échanges sur ces thématiques.

Les membres de l'unité ont également contribué au rayonnement de PSAE par des invitations de présentation « keynote » dans des conférences internationales : Stéphane De Cara invité en 2020 à l'International Symposium on Climate-Resilient Agri-Environmental Systems ; Claire Chambolle invitée en 2022 à la conférence de l'European Association for Research in Industrial Economics (EARIE) ; Hervé Dakpo invité en 2023 à l'African Productivity Conference.

Responsabilités éditoriales

Certains membres de l'unité ont des activités éditoriales : Stéphan Marette a été coéditeur en chef de la Review of Agricultural, Food and Environmental Studies (RAFE) de 2017 à 2021 ; Christophe Gouel a été éditeur associé à la RAFE de 2018 à 2021 et actuellement éditeur associé à l'American Journal of Agricultural Economics (AJAE) ; Abdelhakim Hammoudi est éditeur associé à New Medit, et Kamel Louhichi à Agriculture ; Hervé Dakpo à la Journal of Agricultural Economics (JAE) ; Florence Puech est membre du comité scientifique et membre du bureau de la Revue Economique.

Membre d'institutions et participation à des instances de pilotage de la recherche

Vincent Martinet est directeur adjoint recherche de la GS EM, et membre du conseil de l'ED DEM, Stéphane De Cara est coordinateur de l'axe Economie et sciences de l'environnement de la GS Biosphera et membre du conseil de l'ED DEM. Raja Chakir est membre du comité exécutif scientifique de l'Institut de Convergence C-LAND et co-animatrice de l'axe 3 "intégration entre adaptation et atténuation". Jean-Christophe Bureau est membre de comité d'enseignement de C-LAND. Maïa David a été co-coordinatrice du centre d'études interdisciplinaires C-BASC (Objet Interdisciplinaire Paris-Saclay) jusqu'en fin 2023. Guy Meunier est membre du comité de pilotage de la chaire DDX (EDF-Polytechnique), et à l'origine d'une initiative jointe entre C-LAND et le centre interdisciplinaire Energy 4 Climate sur les bioénergies. Stéphane De Cara est membre du conseil scientifique d'AgroParisTech. A l'INRAE, Stéphane De Cara et Stéphan Marette sont, respectivement, membres des comités de pilotage des MetaProgrammes CLIMAE et SYALSA. Stéphane De Cara est co-animateur de l'axe 4 du PEPR FairCarbon. Vincent Martinet est membre élu du Conseil Scientifique d'INRAE, et membre nommé du Comité Scientifique d'Orientation Recherche & Innovation (CSO RI) du programme Ecophyto. Enfin, Raja Chakir est membre du comité directeur de l'association française d'économie de l'environnement (FAERE) et représentante de la France au sein de l'association européenne d'économie de l'environnement (EAERE).

Lauréats de prix

Plusieurs membres de l'unité ont été récompensés soit par des bourses de mobilité sélectives (Romain Fillon, Fulbright France/Saclay ; Margaux Durand, Eole du réseau Franco-néerlandais ; Basak Bayramoglu, DAAD du gouvernement allemand) soit par des prix de qualité de recherche (Christophe Gouel, Laurier INRA Jeune chercheur 2018 et EAAE Research Discovery Award 2020 ; François Bareille, Prize for the outstanding EAAE paper 2018 ; Raja Chakir EAAE winner Publication Awards 2018: Quality of Policy Contribution Award in honour of Giovanni Anania).

Implications dans les projets collaboratifs

L'unité s'implique fortement dans des projets européens. Nous avons participé à quinze projets sur la période : PrimeFish, BATMODEL, BRIGHTSPACE, CIRCASA, EJP SOIL, LIFT, MARVIC, ORCASA, Susfans, DIVERIMPACT, MY CLIMATE, STOP, JRC Modelling water, LAMASUS, RATION 0210, avec des niveaux d'implications divers, et parfois des rôles de coordination (voir Référence 3). Dans ces projets, nous collaborons avec les grandes institutions européennes de recherche en économie appliquée, comme l'IIASA, Université de Wageningen, Université Roma Tre, Université Bonn, DICE (Düsseldorf), Université d'Oslo, Université Mannheim...

Référence 2. L'unité est attractive par la qualité de sa politique d'accompagnement des personnels.

Accueil des doctorants et post-doctorants

38 doctorants ont effectué ou effectuent leur thèse au sein de l'unité dans la période 2018 et 2023. En outre, 4 thèses d'HDR ont été soutenues par des chercheurs de l'unité entre 2018 et 2023. Comme mentionné, les chercheurs de l'unité ont diversifié les sources de financement de thèse ce qui a permis de maintenir un effectif de doctorant satisfaisant. Dans la période, l'unité a accueilli en moyenne 5 post-doctorants par an, souvent dans le cadre de financement de projets de recherche collaboratifs.

L'unité PSAE a mis en place une **politique de soutien aux doctorants** très active (voir FM11). Hugo Molina et Julien Wolfersberger remplissent la mission de « placement officer » consistant à préparer et à accompagner les doctorants de PSAE dans leur recherche d'un premier poste académique, en plus de l'accompagnement par leur(s) encadrant(es). Cette mission se résume en trois points. En premier lieu, en début de chaque nouvelle année universitaire, une présentation est organisée dans le but d'informer les nouveaux doctorants des différents postes qu'offre le marché académique après la thèse (e.g., post-doc, maître de conférences, assistant professor, chercheur). En complément de cette première présentation, un dossier partagé a été créé incluant de nombreux conseils pour réussir sur le marché académique. En second lieu, à la fin de l'avant dernière année de thèse, un entretien individuel est organisé avec chaque doctorant souhaitant poursuivre une carrière académique. Cet entretien a pour objectif de faire un point sur les souhaits du ou de la doctorante (e.g., marché académique français ou international), de faire un rappel sur le dossier à constituer (e.g., job market paper, 3 lettres de recommandation, site web), et d'adapter l'aide qui lui sera apportée par l'unité. En troisième lieu, quelques semaines avant l'envoi des premières candidatures, une proposition de simulation d'entretiens et de relecture du « job market paper » est faite à chaque doctorant. Jusqu'à présent, Lucille Neumann Noel (ancienne doctorante sous la direction de Basak Bayramoglu) a pu bénéficier de cette aide. Elle a obtenu un post-doctorat d'un an à l'université Bocconi.

En parallèle de la préparation au marché académique, Hugo Molina et Julien Wolfersberger co-organisent chaque année les **doctoriales** en économie de Paris-Saclay (en collaboration avec l'ENS Paris-Saclay, l'Université d'Évry, et la faculté Jean Monnet). Se déroulant sur une journée entière, ces doctoriales offrent la possibilité aux doctorants de présenter leurs travaux (présentation de 30min par doctorant) et d'échanger avec les chercheurs de Paris-Saclay. Les doctoriales 2024 se tiennent à PSAE.

Une session de « **mentoring** » a été organisée au cours de la retraite scientifique de PSAE à Chantilly. Durant un entretien bilatéral d'1h30 avec un chercheur de PSAE (autre que le directeur de thèse), chaque doctorant a pu bénéficier de commentaires et suggestions sur ses recherches en cours. Chaque année est organisée une journée des doctorants (organisée par et pour les doctorants) qui permet à ceux qui souhaitent y présenter d'avoir un retour sur leur travail par les membres de l'unité invités dans une ambiance conviviale et constructive.

Enfin, l'unité finance pour les doctorants des séjours à l'étranger ainsi que l'accès aux données hébergées par Odalim. Cette politique, combinée aux outils des tutelles et de Paris-Saclay, s'est traduite par une augmentation des séjours à l'étranger des doctorants (8 séjours dans la période).

Accueil des (enseignants)-chercheurs et des personnels administratifs

Concernant la politique de ressources humaines, les deux unités (ALISS et Economie Publique), à l'origine de PSAE ont accueilli depuis 2015, 8 nouveaux chargés de recherche (CR). Le département EcoSocio d'INRAE a beaucoup soutenu les recrutements de CR à PSAE pour contrecarrer le départ du personnel due au déménagement à Palaiseau. Chaque année, l'unité soumet en moyenne 3 profils de CR afin de compenser les départs et d'accroître les compétences thématiques et méthodologiques existantes dans l'unité. Le renouvellement des postes de MC et de professeurs à AgroParisTech est conditionné uniquement aux départs à la retraite et par conséquent très rare (et non garanti). En ce qui concerne l'appui scientifique, 1 IE a été recruté à ALISS avant 2022. A PSAE, Nicolas Tartaglia et Cloé Tedeschi ont été recrutés en tant qu'IE.

L'unité a adopté également une politique volontariste d'accueil de chercheurs associés et de chercheurs en délégation pour enrichir les compétences existantes dans l'unité et étendre ses réseaux institutionnels en dehors de l'Université de Paris-Saclay. Concernant **l'accueil en délégation**, dans la période, nous avons accueilli quatre enseignants-chercheurs spécialistes en commerce

international (José de Sousa, Université Paris Panthéon-Assas ; Julie Lochard, UPEC), en économie géographique (Florence Puech, Université Paris-Saclay) et en économie publique et de l'environnement (Jean-François Jacques, UGE). Concernant l'accueil de **chercheurs associés**, nous accueillons actuellement Julia Mink (MC, Université de Bonn ; ancienne doctorante de l'unité), Carmen Cantuarias (MC, ESPI Paris) et Laetitia Tuffery (MC, ESPI Marseille) toutes deux participant au projet de recherche SEMEUR impliquant deux membres de l'unité.

L'unité a également une politique active dans l'accueil de **chercheurs étrangers**. Cette dynamique s'explique par plusieurs facteurs facilitants : les nouveaux locaux et bureaux disponibles et la diversité des fonds disponibles pour les invitations. Ces fonds incluent les fonds propres de l'unité et les multiples guichets à l'Université Paris-Saclay comme les GS, la MSH ou le Programme « Chaire d'Alembert » dont a bénéficié par exemple Pierre Mérel (Université de Californie Davis) pour visiter PSAE en 2021. Dans la période 2018-2023, PSAE a accueilli plusieurs chercheurs étrangers dans le cadre d'invitations aux conférences, mais aussi 9 chercheurs pour des séjours de recherche plus longs, avec notamment Wolfgang Schlenker de l'Université de Columbia (5 mois), Markus Herrmann de l'Université de Laval (5 mois) ou Charlotte Janssens de l'Université KU Leuven (6 mois).

Stratégie en matière d'intégrité scientifique

Maïa David a contribué en 2016 à la mise en place de la cellule d'éthique de l'AgroParisTech, à laquelle elle a participé jusqu'en 2020. Les membres de l'unité se réfèrent également aux dispositions mises en place à l'INRAE dans le cadre de sa politique en faveur de l'intégrité scientifique, validée par le comité d'éthique en commun (INRAE, CIRAD, Ifremer, IRD).

Référence 3. L'unité est attractive par la reconnaissance de ses succès à des appels à projets compétitifs.

PSAE est impliquée dans 29 projets de recherche en 2023, et 70 contrats sur l'ensemble de la période 2018-2023. La liste se trouve dans la feuille 6 "Contrats et Valorisation" du fichier Excel joint. Elle montre la très grande variété des contrats de recherche dans lesquels les chercheurs de l'unité sont impliqués. La participation de l'unité à 15 contrats européens (H2020, Horizon Europe, JRC) illustre bien l'effort engagé par PSAE. Plusieurs membres ont des activités de coordination de Work Package ou de projet. A titre d'exemple, concernant les projets ANR, Stéphan Marette a été coordinateur du projet Diet+ (2018-2021), François Bareille est coordinateur du projet JCJC ACCLIMATE, Antoine Nebout du projet JCJC Behealth, Vincent Martinet est WP leader du PPR FAST. Concernant les projets Horizon Europe, Olivier Allais a été WP leader du projet STOP, Laure Bamière est WP leader du projet Marvic, Christophe Gouel est WP leader du projet BATModels, Raja Chakir WP leader du projet LAMASUS, Caroline Orset WP leader du projet SouvNutri, et Stéphan Marette WP leader du projet Ration.

Référence 4. L'unité est attractive par la qualité de ses équipements et de ses compétences techniques.

Concernant les compétences techniques, il nous semble important de présenter quatre sous-groupes de personnes travaillant sur les méthodes quantitatives et sur les données.

(1) Modélisation de l'offre et des pollutions agricoles. L'analyse des décisions des producteurs agricoles en matière d'utilisation des ressources et de choix des pratiques agricoles et l'impact de ces décisions sur l'usage des sols, l'offre, le revenu agricole et l'environnement (émissions de gaz à effet de serre, pollution azotée, biodiversité, usages de pesticides, ressources naturelles) est l'une des principales thématiques abordées dans notre unité. Elle s'appuie entre autres sur des modèles microéconomiques de l'offre agricole fondés sur l'approche primale de la théorie de production et sur la programmation mathématique et ses récentes extensions, notamment la programmation mathématique positive.

Appliqués à différentes échelles (paysage, nationale et européenne, avec le modèle AROPAj, développé par Pierre-Alain Jayet, et présenté dans Jayet et al., 2023 avec la référence complète donnée dans le fichier Excel des publications ainsi que pour tous les autres articles), ces modèles permettent de représenter d'une manière fine les pratiques agricoles et les choix d'allocation des sols et d'utilisation des intrants. Ils prennent en compte la diversité spatiale et l'hétérogénéité technique et structurelle des exploitations agricoles, en utilisant notamment des données

microéconomiques du Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) ou agronomiques (ex. données de l'enquête pratiques culturales).

Ces modèles sont utilisés dans (i) l'analyse d'impact des propositions de réforme ou l'évaluation ex-post des politiques publiques (notamment la Politique Agricole Commune et ses différentes réformes, avec Louhichi et Merisier, 2023) ; (ii) dans des projets structurants de notre unité à savoir C-LAND (Changement Climatique et Usage des terres) et FAST (Facilitate public Action to exit from peSTicides) pour simuler les effets des instruments publics (taxes, subventions, quotas, standards, ...) sur les émissions de gaz à effet serre d'origine agricole et sur l'usage des pesticides ; (iii) dans des activités d'expertise et d'aide à la décision publique, notamment dans le cadre de l'étude « 4 pour 1000 » (l'évaluation des coûts et des potentiels des pratiques favorisant le stockage de carbone dans les sols) dont Laure Bamière a piloté son volet économique (Bamière et al., 2023). Par ailleurs, de nombreux travaux/publications reflètent une très grande expertise des données agricoles mais aussi de la Politique Agricole Commune (par ex. Ben Fradj et al. 2020, Lungarska et al. 2023), des outils d'économétrie de la production (par ex. Bareille et Chakir, 2023), l'analyse de l'impact du changement climatique et des politiques sur l'usage des sols par des outils de l'économétrie spatiale (voir le FM7 ci-dessous), et enfin le développement de modèles de diffusion et de prévention de maladies des plantes qui impactent les rendements (Ay et Gozlan, 2019).

(2) Quantification : Econométrie et Economie expérimentale. PSAE dispose également de nombreuses compétences en économétrie et en économie expérimentale. Ainsi, l'économétrie de la demande permet d'estimer des élasticités à l'aide d'un modèle QAIDS (Christine Boizot-Szantai). A l'aide de fondements théoriques en économie industrielle, l'approche structurelle permet d'évaluer les effets des relations verticales et des politiques contractuelles de façon crédible (voir Claire Chambole et Hugo Molina dans le FM5 ci-dessous). Les méthodes généralisées de « difference-in-difference » combinant plusieurs groupes de traitement affectés à différents points de temps (avec traitement possiblement non binaire, interprétation causale des régressions à effets fixes lorsque le traitement peut avoir un effet hétérogène sur différentes sous-populations concernées) sont étudiées afin de mesurer l'impact des interventions publiques à long terme (Yannick Guyonvarch). En utilisant cette méthode de « difference-in-difference », François Bareille et Julien Wolfersberger estiment les impacts de la démocratisation sur la part de la superficie des pays consacrée aux aires protégées (comme les parcs naturels), en utilisant un panel de 144 pays sur la période 1992-2018 (Bareille et al., 2023).

Concernant le volet expérimental, les estimateurs de « différence-in-différence » ont été utilisés pour mesurer l'impact du Nutri-Score dans une expérience de terrain (voir le FM2 ci-dessous). Les modèles de choix discret ont permis de mesurer les préférences du public en faveur d'une suppression progressive de l'utilisation du glyphosate en agriculture (voir Bjørnåvold et al., 2023 avec Maïa David et Vincent Martinet participant notamment au projet FAST). Les méthodes expérimentales permettant d'estimer les dispositions à payer (ou Willingness-to-Pay, WTP) ont été utilisées pour évaluer les WTP des voyageurs pour réduire la pollution atmosphérique (Orset, 2019), ou pour évaluer les WTP des consommateurs pour l'alimentation qui serait issue de l'édition génétique (Marette et al., 2021, 2022 et 2023). Toutes ces méthodes sont enseignées par les personnes de PSAE dans le cursus ingénieur de l'AgroParisTech ou en Master.

(3) Odalim (voir FM 9) Les travaux empiriques de recherche en alimentation, menés par ALISS puis PSAE qui combinent les dimensions santé et durabilité des régimes alimentaires, nécessitent des données multidisciplinaires, généralement dispersées et difficilement connectables entre elles car de granularité et de nomenclatures hétérogènes. Afin de mener de telles recherches, l'unité ALISS puis PSAE s'est dotée d'une plateforme de base de données, Odalim, qui combine à la fois les approches produits (caractéristiques nutritionnelles, étiquetages, ingrédients), environnementales (émission de CO₂, eau, biodiversité etc.), toxicologiques, sensorielles, épidémiologiques, et les comportements d'achats et de consommation.

L'e-plateforme Odalim « Outils et Données en ALIMENTATION » centralise, relie, documente, assure la pérennité et la sécurité de ces diverses bases de données qui permettent de caractériser différentes facettes des produits alimentaires et de leur consommation. Cette plateforme est gérée par Christine Boizot-Szantai, Nicolas Guinet, Soraya Lutète, David Delobel et Nicolas Tartaglia. Odalim met ces données à la disposition des chercheurs, dans le respect des licences d'utilisation, et offre des

services qui permettent de les traiter en toute sécurité. A travers le projet INTERFOOD du PEPR SAMS, elle développe actuellement un outil d'appariement automatisé (voir FM9). Le caractère pluridisciplinaire de la plateforme alimentation et les enjeux d'interfaçages des différentes bases de données permet de renforcer les rapprochements des unités des départements INRAE de sciences de la vie, des sciences humaines et sociales, des sciences de l'information et de la communication et agroécologie.

(4) Oqali. L'observatoire de l'alimentation (Oqali) a été créé par la loi 2010-874 de modernisation de l'agriculture et de la pêche et confirmé par la loi dite « EGalim » du 30 octobre 2018. Il est géré par Ghislaine Narayanane, Odeline Molle et Cloé Tedeschi. Il a pour mission d'exercer un suivi global de l'offre alimentaire des produits transformés présents sur le marché français en mesurant l'évolution de leur qualité nutritionnelle. La mise en œuvre de l'Oqali a été confiée à INRAE et à l'Anses (Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail) par les ministères en charge de l'alimentation, de la santé, et de la consommation.

L'Oqali assure un double rôle pour les chercheurs et les pouvoirs publics. Pour les chercheurs, l'Oqali fournit des données fiables notamment sur la composition des produits. Ces données ont été mobilisées dans plusieurs travaux : une évaluation de la taxe soda (projet H2020 STOP, Olivier Allais), et une évaluation des contributions respectives de l'offre et la demande sur la qualité de l'alimentation (projet INNOV du Metaprogramme Syalsa, Louis-Georges Soler et Ghislaine Narayanane). Elles sont également utilisées dans d'autres unités INRAE et INSERM. Pour les pouvoirs publics, c'est un dispositif qui vise à « objectiver » l'évolution des caractéristiques nutritionnelles des produits alimentaires et à éclairer les décideurs publics sur la construction et la conduite des politiques autour de l'alimentation (e.g. [accord collectif sur la réduction du sel dans le pain](#)). Dans ce cadre l'Oqali produit de nombreux rapports (focalisés sur un type d'aliment ou transversaux), et suit le déploiement du Nutri-Score.

Synthèse de l'autoévaluation

Comme souligné dans cette section, PSAE dispose donc d'infrastructures de qualités et de compétences techniques soutenues dans de nombreux domaines, ce qui est un atout important pour conduire les activités de recherche permettant de produire des articles de haut niveau. Cette activité de publication est maintenant présentée.

Domaine 3. Production scientifique

Référence 1. La production scientifique de l'unité satisfait à des critères de qualité.

La production scientifique de l'unité vise à satisfaire la double exigence d'excellence académique et de pertinence pour le débat public. Les publications sélectionnées dans le portfolio (FM2 à FM7) illustrent ce double objectif et les succès de l'unité. Deux publications par axe thématique ont été sélectionnées, mettant en avant la diversité des méthodologies mobilisées (expérience contrôlée, économétrie, théorie appliquée, simulations numériques) et l'importance des deux axes transversaux.

Fait Marquant 2 : publication 1 de l'axe Régimes alimentaires durables

Dubois, P., Albuquerque, P., Allais, O., Bonnet, C., Bertail, P., Combris, P., ... & Chandon, P. (2021). Effects of front-of-pack labels on the nutritional quality of supermarket food purchases: evidence from a large-scale randomized controlled trial. *Journal of the Academy of Marketing Science*, 49(1), 119-138.

Cet article porte sur l'évaluation du Nutri-Score, élément central de la politique nutritionnelle française. Une expérience contrôlée randomisée en conditions réelles d'achats a été mise en œuvre pour mesurer et comparer les effets de quatre systèmes d'étiquetage nutritionnel sur la qualité nutritionnelle des aliments achetés en supermarché. Plus de 1,9 million d'étiquettes ont été apposées sur 1 266 produits alimentaires dans 60 supermarchés et 1 668 301 achats ont été analysés. Le logo le plus efficace, le Nutri-Score, a permis d'augmenter de 14 % les achats alimentaires se situant dans le tiers supérieur de la qualité nutritionnelle et de réduire les achats de produits de faible qualité ou non

étiquetés. Le Nutri-Score est le seul label à améliorer significativement la qualité nutritionnelle du panier d'aliments de 2,5 %.

Ces résultats (entre autres) ont motivé la mise en place du Nutri-Score en octobre 2017.

Fait Marquant 3 : publication 2 de l'axe Régimes alimentaires durables

Paroissien, E., Beatty, T. K., & Nebout, A. (2024). Household food waste and the opportunity cost of time. *Ecological Economics*, 216, 108012.

Le gaspillage alimentaire est un enjeu clef de politique publique, notamment pour réduire les émissions de gaz à effet de serre du système agroalimentaire. Il est essentiel de comprendre les déterminants de ce gaspillage pour mettre en place des politiques efficaces.

Cet article fournit un support empirique à l'hypothèse selon laquelle le coût d'opportunité du temps explique le gaspillage alimentaire au niveau d'un foyer. Pour ce faire, il analyse trois vagues successives d'une enquête de panel sur un échantillon représentatif de la population française. Entre autres, des variables reflétant le coût d'opportunité du temps (tels que le temps de travail et le revenu) étaient collectées. En contrôlant pour les facteurs confondants probables, les auteurs trouvent une association positive entre ces variables et la probabilité de reporter du gaspillage alimentaire. Ils étudient ensuite les transitions de vie pouvant engendrer une variation du coût d'opportunité du temps (retraite, chômage, etc...) pour étayer la causalité entre coût d'opportunité du temps et gaspillage alimentaire.

Fait Marquant 4 : publication 1 de l'axe Marchés agricoles et filières agro-alimentaires

Bayramoglu, B., Jacques, J. F., Nedoncelle, C., & Neumann-Noel, L. (2023). International climate aid and trade. *Journal of Environmental Economics and Management*, 117, 102748.

L'aide climatique joue un rôle central dans les accords climatiques internationaux. Elle doit permettre aux pays en développement de s'adapter au changement climatique et de réduire leurs émissions. Elle permet aussi de satisfaire des critères de justice sociale à l'échelle globale.

Alors que les pays avancés se sont engagés sur une augmentation drastique de l'aide climatique – qui vise à atténuer les effets du changement climatique et à favoriser l'adaptation –, les déterminants de ce type d'aide sont encore peu étudiés. Dans cet article, les auteurs établissent théoriquement et empiriquement que l'aide climatique est déterminée par les intérêts commerciaux des pays donateurs. Globalement, les pays donateurs favorisent l'aide dans les pays afin de sécuriser des débouchés pour leurs produits.

Fait Marquant 5 : publication 2 de l'axe Marchés agricoles et filières agro-alimentaires

Chambolle, C., & Molina, H. (2023). A buyer power theory of exclusive dealing and exclusionary bundling. *American Economic Journal: Microeconomics*, 15(3), 166-200.

Les relations entre distributeurs et producteurs sont au cœur de la formation des prix alimentaires, à l'articulation des politiques de la concurrence (antitrust) et de la réglementation du secteur (loi EGalim).

Cet article théorique porte sur le rôle du pouvoir d'achat du distributeur sur les pratiques anticoncurrentielles de distribution exclusive et de ventes liées d'un producteur industriel en position dominante pour exclure un concurrent. Les auteurs montrent que le pouvoir de négociation du distributeur vis-à-vis du producteur facilite l'imposition de telles pratiques, nuisant au profit de la filière et aux consommateurs. Ce résultat contredit la doctrine de l'École de Chicago soutenant que les pratiques anticoncurrentielles de distribution exclusive et de ventes liées ne peuvent pas être profitables.

Fait Marquant 6 : publication 1 de l'axe Systèmes de production durables

De Cara, S., Henry, L., & Jayet, P. A. (2018). Optimal coverage of an emission tax in the presence of monitoring, reporting, and verification costs. *Journal of Environmental Economics and Management*, 89, 71-93.

Le secteur agricole, pourtant responsable d'environ 10% des émissions de gaz à effet de serre européennes, est encore très peu concerné par les politiques d'atténuation. Une des raisons avancées est le nombre important d'exploitations agricoles qu'il faudrait contrôler et les coûts de vérification et de contrôle associés.

Cet article considère la mise en place d'une taxe carbone en présence de coûts de surveillance, de déclaration et de vérification (monitoring, reporting, and verification – MRV). Les auteurs analysent l'arbitrage entre ces coûts de MRV et l'assiette de la taxe. L'assiette optimale (taille et nombre des exploitations couvertes par la taxe) est déterminée en fonction des coûts MRV et des coûts de l'atténuation. Ce travail continue avec l'analyse des effets redistributifs de la taxe carbone et la question des coûts de contrôle qui ont été au cœur de la thèse de Roxane Photinodellis qui vient d'être soutenue (avril 2024).

Fait Marquant 7 : publication 2 de l'axe Systèmes de production durables

Bareille, F., & Chakir, R. (2023). Structural identification of weather impacts on crop yields: Disentangling agronomic from adaptation effects. *American Journal of Agricultural Economics*.

Outre son importance en tant que secteur émetteur de gaz à effet de serre, l'agriculture a aussi besoin de s'adapter pour limiter les impacts négatifs du changement climatique. Cet article étudie explicitement le rôle de l'adaptation des agriculteurs face aux chocs météorologiques en élaborant un modèle d'économétrie structurel qui prend en compte les incitations économiques à l'adaptation pour mesurer séparément les effets des réponses biophysiques des plantes sur les rendements (c'est-à-dire les impacts directs, agronomiques), de celles des réactions comportementales des agriculteurs (c'est-à-dire ceux indirects, d'adaptation). En se concentrant sur les ajustements des applications d'engrais et de pesticides pendant la saison de croissance, l'analyse empirique souligne qu'un tiers des effets négatifs de la hausse des températures sont déjà compensés par ces comportements d'adaptation.

Référence 2. La production scientifique de l'unité est proportionnée à son potentiel de recherche et correctement répartie entre ses personnels.



Figure 1 : Nuage de mots issus des titres des publications de l'unité

Evaluation quantitative

L'extraction HAL-INRAE des publications (cf. fichier joint) témoigne d'une grande diversité de supports de publications. Parallèlement aux supports académiques, les membres de l'unité publient dans des revues à vocation de transfert vers le grand public, des livres ou des chapitres de livre. La suite de cette section se concentre sur les publications dans des revues à comité de lecture de qualité, suite à un travail de tri entre ce qui relève du transfert et de la production scientifique.

Sur la période 2018-2023 les chercheurs de l'unité ont publié **318 articles dans des revues à comité de lecture**, très majoritairement dans des revues internationales en anglais. Cette liste comprend les publications des deux unités ALISS et Economie Publique avant la fusion, puis celle de PSAE.

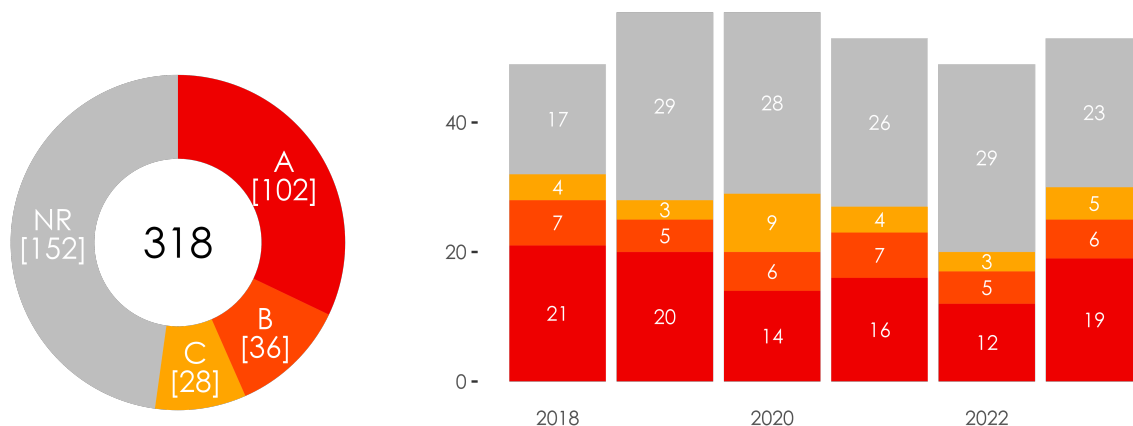


Figure 2 : Répartition des publications de l'unité entre les catégories A, B, C du classement CNU

La Figure 2 montre le nombre de publications par an et sa répartition en quatre catégories basées sur [le classement 2023 du CNU](#) des revues en économie et gestion. Ainsi, collectivement, nous publions environ 55 articles par an dont près d'une vingtaine dans des revues de rang A. Il est notable que malgré le Covid, la fusion, le déménagement et une démographie plutôt négative, le rythme de publication s'est bien maintenu. Environ la moitié des publications sont dans des supports qui n'apparaissent pas dans le classement CNU, car appartenant à une autre discipline ou interdisciplinaire, notamment en lien avec la santé ou la nutrition (par ex British Food Journal, Public Health Nutrition). Cette approche interdisciplinaire fait partie des missions de PSAE.

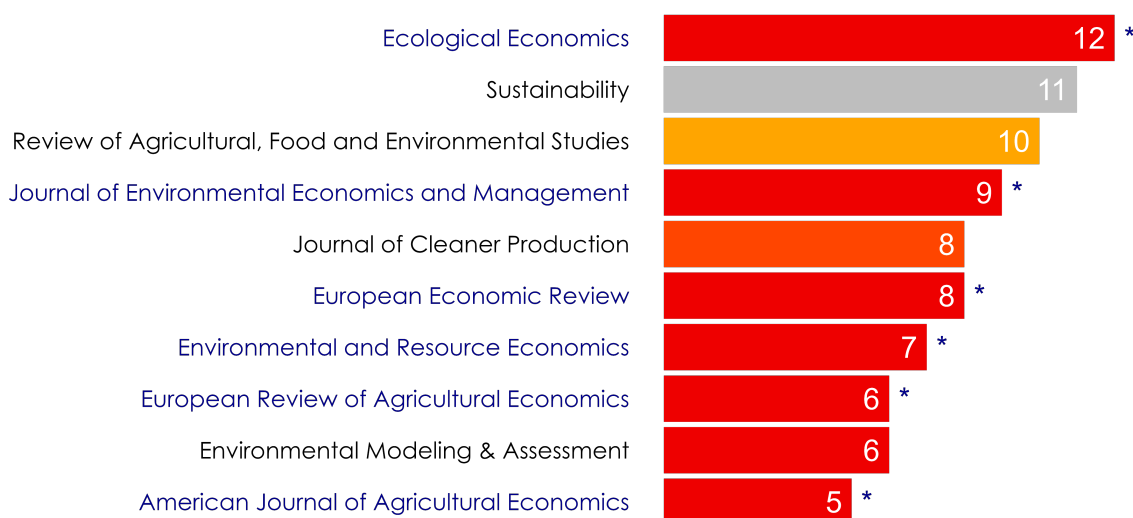


Figure 3 : Revues qui ont publié plus de 5 articles de l'unité sur la période, les * indiquent celles qui figurent dans nos cibles, les couleurs correspondent au catégories CNU.

Un grand nombre de revues publient nos articles, et les principaux supports sont présentés dans la Figure 3 où apparaissent les revues dans lesquelles plus de 5 articles ont été publiés sur la période. Près d'un tiers des articles publiés sur la période l'ont été dans ces 10 revues.

Au-delà des indicateurs incomplets de la qualité des supports, nous avons défini une liste de revues « cibles » pour différentes catégories. Cette liste comprend les revues les plus reconnues dans nos spécialités : économie de l'environnement [5 revues], agricole [2], internationale [5], industrielle [4] et de la santé [3] ; ainsi que les 20 meilleures revues généralistes en économie (selon [le classement REPEC](#) sans les revues en finance), et des revues scientifiques généralistes à fort impact (PlosOne, revues du groupe Nature, Science, PNAS). Sur la période, environ 1 article sur 5 (69/319) a été publié dans une revue cible, et l'année 2023 fut particulièrement fructueuse en publications cibles. La Figure 4 détaille par sous champ la répartition de ces publications cibles ainsi que les revues concernées. Les champs « Economie de l'environnement » et « Economie agricole » sont les plus représentés, et dans ces deux champs toutes les revues ciblées sont représentées.

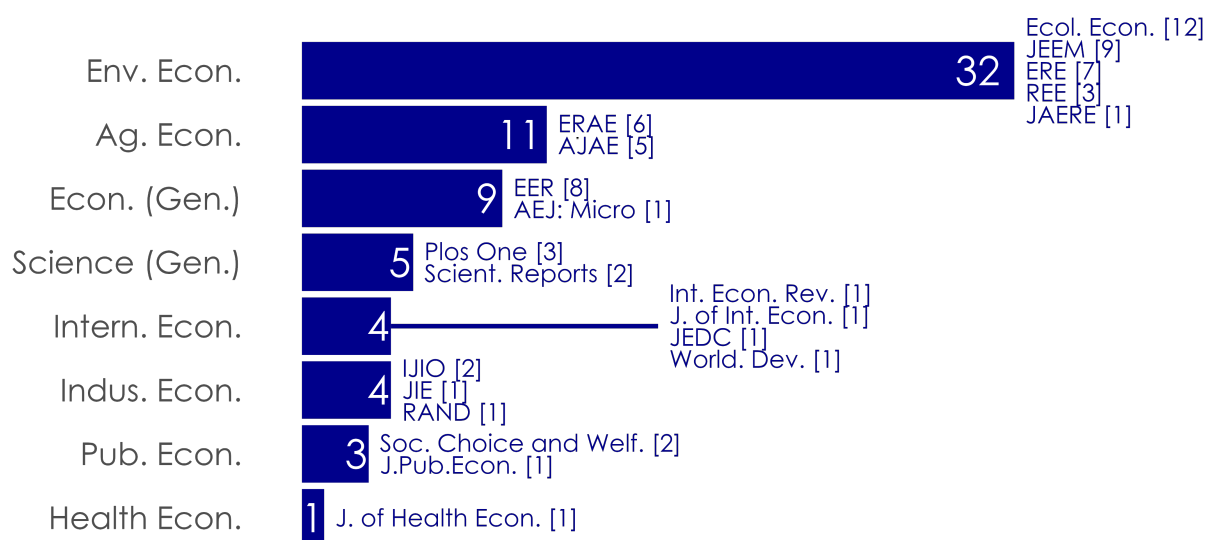


Figure 4 : publications dans des revues « cibles » sur la période par champs

Pour conclure, rapporté au nombre de scientifiques de l'unité (PR, DR, CR, MC, IR), le volume de publications correspond à un rythme proche de 1,3 articles par an et par scientifique. Il se rapproche de 1,2 si sont intégrés doctorants et post-doctorants. Ces éléments placent l'unité dans [le top 7% des institutions en économie dans le monde](#), et [31ème en France](#) selon REPEC. Par ailleurs, la GS EM, à laquelle PSAE est rattachée, est classée par REPEC 142ème mondiale et 12ème française.

Ces éléments quantitatifs indiquent une production scientifique de qualité, diversifiée et bien alignée avec les objectifs de l'unité. Si des marges d'amélioration existent en termes de qualité des supports visés, elles ne doivent pas être obtenues au détriment de l'équilibre avec les autres missions de l'unité (pertinence des questions pour le débat public, mission d'expertise et enseignement). L'objectif n'est pas que la stratégie scientifique soit uniquement guidée par une course effrénée à la publication, parfois anxiogène et vide de sens. Notre objectif est de signaler et de transmettre notre travail via des supports académiques de qualité.

Accompagnements des jeunes chercheurs

L'unité et les chercheurs responsables de la rédaction de profil de poste sous-jacent accompagnent les chercheurs (CR ou post-doctorants) en début de carrière. Le premier levier de cet accompagnement passe par l'organisation de groupes de lectures avec comme objectif des travaux de recherche communs entre le chercheur débutant et le(s) responsable(s) de poste. A ce titre, l'unité a organisé trois groupes de lecture « changement climatique et agriculture », « économie de l'eau et agriculture » ou encore « économie industrielle et économie internationale ».

Par ailleurs, les organisateurs des séminaires de l'unité organisent des moments conviviaux autour des séminaires (dîner la veille et le déjeuner du séminaire) pour les participants volontaires. Les

organismes prévoient également des séances de discussion bilatérale entre les doctorants/chercheurs intéressés et l'intervenant du séminaire. Ces rencontres sont très bénéfiques aux doctorants et aux chercheurs débutants pour avoir un retour externe sur leur travail, discuter de la stratégie de « job market » et étendre leurs réseaux de recherche.

Enfin, l'unité soutient financièrement les chercheurs débutants en leur fournissant un budget d'installation (achat d'ordinateurs ou de base de données par exemple). Le département EcoSocio effectue un soutien similaire par un appel à projet annuel pour des dépenses plus conséquentes. Les doctorants et jeunes chercheurs bénéficient aussi d'un accès privilégié aux données hébergées par la plateforme Odalim, et notamment les données Kantar. Enfin, les jeunes chercheurs recrutés bénéficient des soutiens financiers d'INRAE (prime de recherche comme soutien au salaire) et l'Université Paris-Saclay (prime de recherche sous forme de dotation de recherche).

Référence 3. La production scientifique de l'unité respecte les principes de l'intégrité scientifique, de l'éthique et de la science ouverte. Elle est conforme aux directives applicables dans ce domaine.

PSAE contribue au partage de données en facilitant l'accès à des données par différentes actions. Historiquement, PSAE est activement impliquée dans l'acquisition de données nécessaires aux travaux des équipes de recherche de l'unité, du département EcoSocio, de l'Institut ou même de l'extérieur (à l'image d'Odalim). Aujourd'hui, Nathalie Delame consacre 60% de son temps à gérer la Mission Données du département EcoSocio. Ce rôle consiste à entretenir des relations institutionnelles avec des producteurs de données (Insee, Ministère de l'agriculture, MSA...), à négocier des conventions d'accès aux données au nom du département EcoSocio et d'INRAE. Cette même personne, nommée référente données stratégique (RDS) du département EcoSocio, anime le réseau des référents données opérationnels (RDO) mis en place par l'INRAE pour faciliter la diffusion des bonnes pratiques dans le traitement des données pour accélérer la mise en place de la Science Ouverte. En effet, PSAE contribue ainsi pleinement à la politique de l'Institut pour la Science Ouverte par des actions menées vers l'ensemble des unités du département EcoSocio et par des actions internes à l'unité : actions de sensibilisation auprès des membres de l'unité sur les outils mis à disposition pour partager les résultats de recherche et sur le traitement des données à caractère personnel, soumises à une réglementation spécifique ; mise en place d'un serveur avec accès via un mot de passe pour travailler sur ce type de données ; participation d'un agent à la réunion annuelle des organisée par la Direction pour la Science ouverte d'INRAE (DipSO) sur 3 jours.

Synthèse de l'autoévaluation

Les Faits Marquants 2 à 7 présentés ci-dessus montrent un souci d'ancrer les recherches dans des questionnements sociétaux importants. Sur la période 2018-2023, les chercheurs de l'unité ont publié de nombreux articles dans des revues à comités de lecture. Cette très bonne activité de publication doit être maintenue à l'avenir.

Domaine 4. Inscription des activités de recherche dans la société

Référence 1. L'unité se distingue par la qualité et la quantité de ses interactions avec le monde non-académique.

Interactions non-académiques

Les membres de l'unité interagissent fréquemment avec le monde non-académique, et notamment les acteurs publics et privés de la transition énergétique et du secteur agroalimentaire. Ces interactions ont lieu à travers diverses instances. La majorité des collaborations s'effectuent dans le cadre de rapports d'expertise et au sein des projets de recherche en tant que partenaires. Comme partenaires non-académiques, nous pouvons mentionner par exemple le Conseil d'Analyse Economique du Premier Ministre, l'OCDE, France Stratégie, le CEPII, l'I4CE, la Métropole de Montpellier, et les partenaires du projet SEMEUR (co-coordonnées par Basak Bayramoglu et Carmen Cantuarias) qui sont la Métropole de Lyon, la Mairie de Saint-Fons et l'entreprise Valorhiz. Les collaborations s'effectuent également via les chaires de recherche. Guy Meunier est membre du copil de la chaire Energie et Prospérité qui est cofinancée par ENGIE, Renault, l'ADEME et la Caisse des Dépôts et Consignations. Cette chaire finance et organise des événements qui sont le lieu d'un

dialogue avec entre chercheurs et acteurs publics et privés. Certains membres de l'unité sont également membres de la Chaire Economie du Climat et Raja Chakir fait partie de la Chaire Economie Industrielle de l'Emergence de l'Afrique (EIEA). Par ailleurs, l'unité accueille actuellement 3 thèses CIFRE.

Expertises

L'activité d'expertise amène à de nombreuses interactions avec le secteur public non-académique. L'Oqali, décrit en référence 4 Domaine 2, participe pleinement et contractuellement à ses expertises. Des personnes de PSAE ont participé à des auditions à l'Assemblée Nationale, comme Jean Christophe Bureau (voir [ici](#)) Antoine Nebout (missions d'évaluation pour une alimentation saine et durable pour tous, novembre 2021). Ce dernier est également intervenu à une table-ronde au Salon international de l'Agriculture en 2019. Depuis 2020, et sous l'égide de l'ADEME, Louis-Georges Soler coordonne une expérimentation sur l'affichage environnemental des produits alimentaires (voir [expertise](#)). En 2023, Louis-Georges Soler a participé à une expertise de l'ANSES sur la réglementation des aliments issus de l'édition génétique. De plus, Caroline Orset et Louis-Georges Soler sont membres du comité d'expertise en Sciences Sociales et Humaines de l'ANSES, Raja Chakir est membre du conseil scientifique de la ville de Paris et du conseil scientifique du GREC, et Claire Chambolle était membre du conseil de pilotage de l'Observatoire de la formation des Prix et des Marges et du Comité de règlement des différends commerciaux agricoles jusqu'en 2023. Enfin, Clementina Sebillotte anime le « Groupe Recherche Oléagineux INRAE (GRO-I) » (groupe interdisciplinaire et inter-département d'INRAE), afin de produire des réflexions et des recommandations sur l'état de la filière oléagineux et ses acteurs en France et en Europe.

Le FM8 sur l'expertise regroupe trois expertises emblématiques de cette activité, dont nous détaillons le contenu :

Fait Marquant 8 : expertise 1

Protéger les cultures en augmentant la diversité végétale des espaces agricoles (ESCo ReguNat)

Vincent Martinet a co-piloté l'Expertise Scientifique Collective « Protéger les cultures en augmentant la diversité végétale des espaces agricoles », menée par la Direction de l'expertise scientifique collective, de la prospective et des études (DEPE) d'INRAE.

Cette expertise a étudié le rôle que peut jouer la diversification végétale à différentes échelles (de la plante au paysage) sur la régulation des bioagresseurs et les perspectives agronomiques de certaines pratiques (mélanges variétaux, mélanges de cultures, rotations et assolement diversifiés, introduction d'éléments semi-naturels) en termes de production et de rentabilité.

Elle identifie des leviers agroécologiques de protection des cultures alternatifs aux pesticides, ainsi que les verrous socio-technico-économiques à leur déploiement, et les leviers permettant leur adoption. Ceux-ci nécessitent des politiques publiques ambitieuses, justifiant un regard d'économistes sur la question. Suite à cette expertise, Vincent Martinet a été amené à présenter les résultats et perspectives de recherche auprès de différentes instances (Chambres d'Agriculture, Comité Scientifique du programme EcoPhyto...) et à rédiger un ouvrage QUAE (Tibi et al., 2023) ainsi que des articles scientifiques (Vialatte et al., 2021) et de vulgarisation (Tibi et al., 2024). Il continue à développer cette expertise en tant que membre du CSO RI du programme Ecophyto 2+ depuis 2023, au sein duquel il pilote l'appel à projet « Protéger les cultures en augmentant la diversité végétale à toutes les échelles » lancé en février 2024 et doté d'une enveloppe de 2,5 Millions d'Euros.

<https://www.inrae.fr/actualites/augmenter-diversite-vegetale-espaces-agricoles-protoger-cultures>

Tibi A., Martinet V., Vialatte A. (coord.) et al. (oct. 2022). Protéger les cultures en augmentant la diversité végétale des espaces agricoles. Synthèse du rapport d'ESCo. INRAE, 86 p.

Tibi A., Martinet V., Vialatte A., coord. (2023) Protéger les cultures par la diversité végétale. Editions Quae. (ISBN: 978-2-7592-3732-6).

Tibi A., Vialatte A., Martinet V. (2024) La diversification végétale au service de l'agroécologie. Phytoma n°771 (février 2024), p. 14-19.

Vialatte, A., Tibi, A., Alignier, A., Angeon, V., Bedoussac, L., Bohan, D. A., ... & Martinet, V. (2021). Promoting crop pest control by plant diversification in agricultural landscapes: A conceptual framework for analysing feedback loops between agro-ecological and socio-economic effects. In *Advances in Ecological Research* (Vol. 65, pp. 133-165). Academic Press.

Fait Marquant 8 : expertise 2

Stocker 4 pour 1 000 de carbone dans les sols : le potentiel en France | INRAE : Rapport et Synthèse de l'étude

Pour respecter les accords de Paris et atteindre la neutralité carbone en 2050, la Stratégie Nationale Bas Carbone (SNBC) prévoit de réduire drastiquement les émissions nationales de gaz à effet de serre, puis de compenser les 80 MtCO₂e/an d'émissions restantes en augmentant fortement le puits de carbone agricole et forestier, dans les sols et la biomasse. Quel est le potentiel de stockage additionnel de carbone du secteur agricole français ? Avec quelles pratiques et à quel coût ? INRAE a répondu à ces questions dans une étude commanditée par l'ADEME et le Ministère de l'agriculture, conduite par Délégation à l'expertise scientifique collective, à la prospective et aux études d'INRAE (DEPE), sous la responsabilité de deux pilotes scientifiques, dont Laure Bamière, membre de PSAE. L'étude a montré que, pour un coût du carbone allant de 55 à 250 €/tCO₂e (valeurs de l'action pour le climat 2020 et 2030), il est possible d'augmenter le puits de carbone agricole de 36 à 53 MtCO₂e/an, respectivement, soit trois à cinq fois plus que l'objectif de stockage de 10 MtCO₂e/an assigné à l'agriculture dans la Stratégie Nationale Bas-Carbone (SNBC). Cela suppose de déployer quatre pratiques clés : l'agroforesterie, les cultures intermédiaires, les haies, l'insertion et l'allongement des prairies temporaires dans les séquences de culture (à la place du maïs fourrage). 95 % du potentiel additionnel de stockage de carbone dans le sol se trouve dans les terres arables, où les stocks initiaux sont faibles et où la tendance est plutôt au déstockage. Il est donc important de préserver également les stocks existants là où ils sont élevés, c'est-à-dire sous les prairies permanentes et les forêts. Le secteur agricole a donc clairement un rôle à jouer, même s'il ne peut pas tout résoudre à lui seul.

<https://www.inrae.fr/actualites/stocker-4-1-000-carbone-sols-potentiel-france>

Bamière, L., Bellassen, V., Angers, D., Cardinael, R., Ceschia, E., Chenu, C., ... & Pellerin, S. (2023). A marginal abatement cost curve for climate change mitigation by additional carbon storage in French agricultural land. *Journal of Cleaner Production*, 383, 135423.

Fait Marquant 8 : expertise 3

Trade in agricultural and food products. (Chapitre du Handbook of Agricultural Economics)

Christophe Gouel (PSAE) a écrit avec Carl Gaigné (INRAE, SMART) un chapitre de la prestigieuse série Handbook of Agricultural Economics intitulé « Trade in agricultural and food products ». Vingt ans après le dernier survol de la littérature économique sur le commerce agricole, ce chapitre examine comment celle-ci s'est développée au cours des vingt dernières années en lien avec l'évolution des relations internationales (bilatéralisme, mesures non-tarifaires, nouveaux acteurs), la disponibilité croissante de données (dont les données de firmes et les données spatiales à haute résolution sur les sols et les rendements) et l'émergence de nouvelles théories du commerce. Les auteurs soulignent comment l'hétérogénéité de la productivité des terres et du travail, les relations verticales dans la chaîne alimentaire, la qualité des produits et l'hétérogénéité internationale des goûts affectent le commerce agroalimentaire et le bien-être. Ils discutent également de l'émergence de nouvelles questions politiques telles que le changement climatique, les normes de qualité, la sécurité alimentaire, la volatilité des marchés et la transition nutritionnelle. Enfin, ce chapitre identifie les développements futurs possibles concernant ce domaine de recherche très actif, avec un accent particulier sur les préférences des consommateurs, les coûts cachés du commerce, les technologies de production et les structures de marché.

Gaigné, C., & Gouel, C. (2022). Trade in agricultural and food products. *Handbook of Agricultural Economics*, 6, 4845-4931. <https://doi.org/10.1016/bs.hesagr.2022.03.004>

Référence 2. L'unité développe des produits à destination du monde culturel, économique et social.

Sans objet.

Référence 3. L'unité partage ses connaissances avec le grand public et intervient dans des débats de société.

En ce qui concerne la diffusion de nos travaux au niveau individuel, plusieurs membres de l'unité rédigent des articles de vulgarisation qui résument les résultats de leur recherche à un public plus large. Les supports de publications sont par exemple The Conversation, des tribunes dans le journal Le Monde (avec notamment [Vincent Martinet](#), [Christophe Gouel](#) ou celle rédigée par [4 chercheurs de PSAE](#)), des blogs dans [VoxEU column](#), [Telos](#), ou INRAE Sciences Sociales.

En ce qui concerne la diffusion de nos travaux au niveau collectif, nous avons créé en 2023 la collection PSAE Brief (<https://psae.versailles-grignon.hub.inrae.fr/psae-brief>) afin de présenter certains résultats de manière synthétique. De plus, nous revoyons actuellement notre site [web](#), avec une version qui sera complètement renouvelée en juillet 2024.

Certains membres de l'unité interviennent également à des émissions de radio ou à la télévision pour diffuser leurs résultats : voir notamment Jean-Christophe Bureau sur la politique agricole.¹ Certains travaux sont présentés dans des médias, comme c'est le cas pour les questions de la mise en place d'un [Eco-score](#) ou de l'attitude des consommateurs vis-à-vis des aliments issus de l'[édition génétique](#). A ce titre, l'axe transversal Evaluation des Politiques Publiques a proposé récemment une formation très utile aux chercheurs intéressés pour l'intervention dans les médias. Mais cette diffusion de nos travaux auprès du grand public est sans aucun doute à améliorer, comme ce sera souligné dans le projet.

Le service Presse INRAE met en place une « veille » des forces d'expertises présentes dans l'institution. L'idée est d'identifier les personnes ressources sur différents thèmes, afin de les solliciter pour avoir des informations en réponse aux médias ou pour mettre en relation les chercheurs volontaires avec les médias. Plusieurs chercheurs de PSAE sont régulièrement contactés par ce service Presse ou par le département EcoSocio pour commenter des rapports de l'OCDE pour le Ministère de l'Agriculture et de la Souveraineté Alimentaire.

Synthèse de l'autoévaluation

Les activités d'expertise et de transfert sont par nature relativement hétérogènes, mais elles restent un pilier de notre activité. L'enjeu lié à ces différentes activités reste la visibilité du travail réalisé, thème qui sera abordé dans le projet qui est maintenant présenté.

¹ Voir par exemple ses interventions récentes sur [Public Senat](#), [LCP](#), [Public Sénat](#), ou [France Info](#).

4- TRAJECTOIRE ET PROJET DE L'UNITÉ

La fusion à l'origine de PSAE et le déménagement se sont bien déroulés. Le travail réalisé en amont de la fusion, et depuis la fusion, a permis d'assurer une cohérence entre les stratégies scientifiques des deux unités d'origine et celle de PSAE. Des synergies ont bien été exploitées, plusieurs projets communs ont été mis en place, et une identité collective a émergé. Les résultats obtenus sur les trois grandes missions sont très satisfaisants. L'objectif est de poursuivre et de renforcer cette dynamique, en améliorant certains aspects, développés ci-dessous. Ce projet spécifique a été demandé par les tutelles AgroParisTech & INRAE, et la structuration ci-dessous remplace la trajectoire initiale. Nous suivons donc la trame proposée par nos deux tutelles pour la présentation de ce projet.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Nom de l'unité pour le contrat en cours : Paris-Saclay Applied Economics

Nom de l'unité pour le prochain contrat (en cas de changement) : pas de changement

Acronyme pour le contrat en cours : PSAE

Acronyme pour le prochain contrat (en cas de changement) : pas de changement

Domaine scientifique (si évaluation interdisciplinaire, indiquer 2 domaines) : Economie

Sous-domaines scientifiques (dans la nomenclature du Hcéres) par ordre décroissant d'importance : SHS1 : Marchés et organisations

Directeur pour le contrat en cours : Stéphane Marette

Directeur (ou porteur de projet) pour le prochain contrat : Vincent Martinet à partir du 1^{er} janvier 2026. Après une consultation de l'ensemble de l'UMR, les tutelles ont validé la candidature de Vincent Martinet en février 2024. Vincent Martinet constituera une équipe à l'automne 2025.

Type de demande :

Renouvellement à l'identique ☒

Fusion, scission, restructuration ☐

Création ex nihilo ☐

Établissements et organismes tutelles :

Liste des établissements et organismes tutelles de l'unité de recherche

Contrat en cours :

- AgroParisTech
- INRAE

Proposition pour le prochain contrat :

- AgroParisTech
- INRAE

PROJET ET STRATÉGIE À CINQ ANS

Analyse SWOT

Pour les cinq prochaines années, nous souhaitons continuer à travailler dans les domaines de l'agriculture, de l'environnement, et de l'alimentation et sur l'articulation entre ces trois domaines, qui restent des sujets de préoccupation majeurs dans un contexte des changements globaux (changement climatique, érosion de la biodiversité, changement d'usage des sols, accroissement des maladies chroniques et de certains facteurs de risque tels qu'obésité, diabète type 2). Ce choix scientifique explique pourquoi nous maintenons (1) notre ancrage dans les deux Graduate Schools Biosphera et Economie & Management de l'Université Paris-Saclay, et (2) les axes thématiques de recherche mis en place il y a deux ans au moment de la fusion et présentés ci-dessus dans le bilan. Cette orientation visant à la continuité, émanant de l'Assemblée générale de l'unité, a été validée par les tutelles AgroParisTech et INRAE en février 2024.

Ainsi, à l'avenir, nous pensons que nous devons continuer ce qui a été mis en place autour des grands objectifs qui viennent d'être présentés dans le bilan, à savoir la recherche, l'enseignement et l'expertise sur nos thématiques, tout en consolidant les points forts et en travaillant sur les pistes d'amélioration qui sont maintenant développées.

- Les points forts

Bonne expertise en techniques quantitatives et en économie publique. Les différentes activités de publications et d'expertises ont montré que PSAE dispose d'une bonne maîtrise des méthodes quantitatives, incluant diverses techniques économétriques et des méthodes d'économie expérimentale. Ces méthodes sont mobilisables pour évaluer des politiques publiques. PSAE vise à rester très actif dans ces domaines en continuant sa dynamique de séminaires et de formation interne permettant de maintenir une veille sur les avancées méthodologiques récentes.

Un bon volume de publications de bonnes qualités. Les statistiques présentées dans le domaine 3 de l'auto-évaluation indiquent un très bon niveau de publication. Les publications pluridisciplinaires (autre qu'en économie) y jouent un rôle important, ce qui indique une volonté de collaborer avec les autres disciplines qui sont bien représentées dans les bâtiments E et F du Campus Agro Paris-Saclay. Cet effort de publications est à maintenir dans les prochaines années.

Une politique ambitieuse pour les doctorants. Comme expliqué ci-dessus, nous prenons grand soin des doctorants afin qu'ils puissent réaliser des thèses de haut niveau dans les meilleures conditions matérielles et intellectuelles (FM11). Cette politique doit être maintenue, et s'appuie sur notre bonne insertion dans les deux écoles doctorales, ABIES et DEM.

Bonne ambiance. Comme montré dans le FM1, nous avons tout fait pour créer une bonne ambiance afin de faciliter la fusion entre les deux unités. L'organisation de repas fréquents (encourageant des menus durables) y est particulièrement importante, surtout pour un institut visant l'alimentation durable.

Odalim. Cette plateforme est un précieux atout à préserver autant que possible, avec une réelle expertise dans le domaine des données et leurs appariements (utilisation de méthodes d'Intelligence Artificielle), dans le développement de nouvelles techniques comme le web-scraping, technique d'extraction automatisée de contenu sur le web, permettant de collecter des données de site de distributeurs. Les moyens humains nécessitent d'être pérennisés sur la période de 5 ans.

Bonne insertion dans l'Université Paris-Saclay et liens avec l'IPP. La participation de PSAE dans l'Université Paris-Saclay, via les Graduate Schools Biosphera et Economie & Management, et dans l'IPP qui sont des pôles d'excellence reste un point d'ancrage fort à maintenir et à faire vivre.

- Les points à améliorer

Diffusion, visibilité et vulgarisation de nos travaux. Comme expliqué ci-dessus dans l'auto-évaluation, nous avons mis en place la collection PSAE Brief à destination du grand public, et nous revoyons actuellement notre site web, avec la mise en place d'une nouvelle maquette. Cet effort de diffusion de nos travaux est à poursuivre. Pour cela, nous envisageons la réalisation de courtes vidéos de 3-4 minutes qui présenteraient les résultats des PSAE Brief. Réalisées sur une base volontaire, ces vidéos accroîtront sans aucun doute la visibilité de nos travaux. La participation à des débats grand public ou sur le web est à renforcer.

Les recrutements à renforcer. Comme montré dans le bilan, nous avons connu un solde de recrutements négatif sur les cinq dernières années, et des départs à la retraite vont avoir lieu dans les quatre prochaines années. La plupart des recrutements récents proviennent d'INRAE. Il n'y a sans doute pas eu assez de recrutements provenant d'AgroParisTech pour maintenir l'équilibre entre les deux tutelles qui existait dans l'unité Economie Publique. Une politique de recrutement ambitieuse a été récemment présentée aux deux tutelles. Une solution alternative qui a été insuffisamment utilisée consiste à proposer des Chaires de Professeurs Juniors et/ou des CR INRAE sur projet.

Augmenter les publications dans les revues cibles. Les statistiques présentées dans le domaine 3 de l'auto-évaluation indiquent un niveau significatif de publications dans des revues cibles, qui correspondent aux meilleures revues de nos champs et aux bonnes revues généralistes en économie et en science. Dans les prochaines années, nous souhaitons renforcer nos publications dans ces revues cibles.

Renforcer la stature internationale de l'unité par l'accueil de chercheurs étrangers et le soutien aux missions longues à l'étranger. Plusieurs chercheurs étrangers ont été accueillis en tant que visiteurs à PSAE. Ces visites sont l'occasion d'échanges approfondis avec nos membres, notamment les doctorants, ce qui est très bénéfique en termes d'ouverture à des idées alternatives et de constitution de réseaux. PSAE peut bénéficier des nombreuses opportunités de financement par les Graduate Schools de l'Université Paris-Saclay pour renforcer cette politique d'invitation. Par ailleurs, nous souhaiterions renforcer notre politique de soutien aux séjours de nos chercheurs dans des universités prestigieuses. L'idée est d'établir des connexions pérennes avec certaines universités phares sur nos thèmes de recherche (e.g., Université de Californie à Santa Barbara). Cette internationalisation bénéficiera aussi à la formation Master et Doctorat, et à nos placements/recrutements.

Utilisation des données gérées par PSAE. Les données Kantar et Oqali pourraient être davantage utilisées par les chercheurs de PSAE, et plus largement par le département EcoSocio, voire dans d'autres départements. La plateforme Odalim et ses outils d'appariement ont aussi vocation à être utilisés plus largement. Un point de vigilance concerne le projet Oqali, car la production des données Oqali s'accompagne d'une importante mission d'expertise et demande beaucoup de moyens humains à la fois en postes de titulaires (3 ETP) pour les missions stratégiques et d'encadrement, et de CDDs (4 ETP). La viabilité du dispositif n'est donc pas garantie si ces moyens humains en poste de titulaires ne sont pas stabilisés. La période du prochain contrat devra nous permettre de mettre en place un projet scientifique ambitieux autour de ces outils et ces données, en accord avec la direction générale d'INRAE.

- Les possibilités offertes par le contexte de Paris-Saclay

Le département EcoSocio d'INRAE a très souvent soutenu PSAE, non seulement pour des postes de titulaires mais aussi pour des aides ponctuelles, ce qui est un atout majeur. Notre bonne insertion dans l'Université Paris-Saclay et l'IPP donne également de nombreuses possibilités de collaborations et de financements. C'est par exemple le cas avec la MSH (Maison des Sciences de l'Homme) qui a financé de nombreux événements et avec les GS Biosphera et Economie & Management. PSAE souhaite maintenir son indépendance en poursuivant ses activités sous sa forme institutionnelle actuelle. Dans ce contexte, notre stratégie sur le plateau de Saclay consiste(r) à encourager les collaborations avec des personnes des deux GS, de l'IPP ou du CIRED.

- Les risques liés à ce contexte

La complexité de l'organisation de l'Université Paris-Saclay rend parfois difficile la compréhension des mécanismes de fonctionnement de l'Université pour les chercheurs. La multiplicité des guichets de financement dans la recherche française alourdit parfois le suivi des contrats par les gestionnaires. Le contexte des transports est difficile, mais cette question ne dépend pas de nous. L'ouverture de la ligne 18 en 2026 devrait faciliter les déplacements.

Orientations scientifiques, Structuration et effectifs

Comme expliqué précédemment, nous présentons un projet de continuité pour les cinq prochaines années. En d'autres termes, en prolongeant la trajectoire du bilan 2018-2023 et en accord avec les tutelles AgroParisTech et INRAE, nous avons décidé de continuer avec les mêmes sujets de recherche, avec la même organisation interne et avec la même insertion dans l'Université Paris-Saclay. Ces orientations ont été validées en Assemblée Générale et en présence des tutelles le 8 février 2024. Cependant, nous sommes conscients des améliorations à apporter et que nous venons de présenter dans le SWOT ci-dessus. Concernant les futurs recrutements, nous espérons qu'ils seront significatifs et les profils de recrutements s'inséreront dans les axes thématiques de PSAE.

Projets scientifiques par axes thématiques

Nous nous focalisons maintenant sur les projets scientifiques des trois axes thématiques et détaillons à présent chaque axe. Afin de mieux refléter les thématiques couvertes par les nouveaux projets, les noms des axes ont légèrement été modifiés.

Consommation saine et durable

L'axe « Consommation saine et durable » (anciennement « Régime Alimentaire Durable ») s'articule autour d'une thématique forte, l'alimentation, et d'une expertise sur la collecte et le traitement de données issues de méthodologies multiples et complémentaires (économie expérimentale, enquêtes en population générale, données d'achats, etc.). Les travaux menés dans cet axe analysent les possibles conditions d'un changement de consommation et de comportements (en particulier vis-à-vis de l'alimentation) dans un contexte de dérèglement climatique et d'épidémie de maladies non transmissibles liées à l'alimentation (diabète, obésité). Il s'agira d'approfondir l'analyse des déterminants des comportements de consommation, et des leviers et conditions d'évolution de ces comportements, et cela sous l'effet de chocs exogènes, des stratégies d'acteurs privés (en lien avec l'axe « Marchés et filières agroalimentaires ») et des politiques publiques pour mieux envisager leurs conséquences sur la demande, les inégalités, la santé et l'environnement.

Dans cette logique, plusieurs projets étudient les *comportements pro-environnementaux et de santé*. Par exemple, avec des protocoles d'économie expérimentale, Stéphan Marette s'intéresse à l'acceptabilité des innovations alimentaires (ANR Div_μ O-PROT) ; avec des données de consommation (Kantar), Christine Boizot-Szantai étudie la demande en produits biologiques (projets FAST et Consobio). Dans le projet ANR Behealth, porté par Antoine Nebout, plusieurs work packages étudient les déterminants psychologiques de comportements de prévention : consommation d'alcool et de stupéfiants (avec Emmanuel Paroissien, Fabrice Etilé, Michael Visser et Léontine Goldzahl), choix de lieu résidence, exposition à la pollution atmosphérique et conséquences de santé (avec Olivier Allais et Julia Mink). Dans le projet Psychofood (Antoine Nebout et Emmanuel Paroissien), les déterminants de la qualité de la diète de la population française ont également été étudiés. En Marketing Social, Nawel Fellah-Dehiri s'intéresse à l'influence des campagnes de sensibilisation en milieu scolaire. Enfin Maïa David et Vincent Martinet étudient les déterminants de l'acceptabilité de politiques publiques pro-environnementales (biodiversité, pesticides, paysages) par les citoyens, à l'aide de Discrete Choice Experiment.

Ces analyses des déterminants des comportements et des conditions de leur évolution seront étendues aux choix en restauration collective. Ce cadre permettra des approches extensives et intégratives de ces analyses. (1) Extensive, car elles permettront de quantifier l'impact de nombreux

facteurs d'influence des comportements (e.g. appréciation hédonique, préférences économiques, connaissances et croyances, représentations et normes sociales) à la fois du côté de l'offre et des consommateurs. (2) Intégrative car c'est un lieu d'interaction de l'offre et de la demande qui permet d'étudier les arbitrages entre les enjeux de santé, environnementaux, économiques et sociaux et de leurs conséquences. Ces analyses seront menées dans le cadre du restaurant expérimental d'AgroParisTech-INRAE, en collaboration avec les UMR PNCA (nutritionnistes) et SayFood (procédés alimentaires) présentes dans notre bâtiment E. Ce restaurant expérimental est actuellement en phase d'aménagement et la mise en service est prévue pour 2025, avec une forte implication de PSAE dans sa gouvernance (un premier Conseil d'Orientation Stratégique se réunira en juin 2024). Parallèlement, des analyses seront également effectuées dans les restaurants du Crous Versailles et Elior avec lesquels des partenariats sont établis dans le cadre du projet VegMeal, en demande de financement auprès du PEPR SAMS (Olivier Allais).

En extension de ces projets, un champ de recherche futur de l'axe sera l'étude des *arbitrages et des complémentarités dans les comportements alimentaires et de santé*. En étroite interaction avec les membres de l'axe « Marchés et filières agroalimentaires », un projet tâchera d'estimer la demande alimentaire en présence de complémentarité via le développement de modèle de comportements d'achat joints/construction de paniers et mobilisera les données Kantar ainsi que des outils de machine learning (Yannick Guyonvarch, Emmanuel Paroissien, Hugo Molina). Plus spécifiquement, ces modèles seront utilisés dans le cadre de la restauration collective d'entreprise et le CROUS, et le restaurant expérimental d'AgroParisTech-INRAE, pour analyser les arbitrages des choix au sein d'un repas et leurs évolutions sous l'effet d'interventions (e.g. évaluation d'un ou plusieurs affichages sur la composition du/des plateaux repas). La compréhension de ces arbitrages est importante car ils conditionnent les effets d'interventions/recommandations sur la santé et l'environnement. Ce modèle pourra être étendu aux comportements de santé et environnementaux et validé via des expériences ou sur la base de données du projet Behealth.

Ces recherches ont vocation à éclairer le débat public sur les politiques nutritionnelles et environnementales, notamment les campagnes de prévention et de sensibilisation, ainsi que les politiques fiscales (taxes et subventions) ou réglementaires. Il s'agit d'évaluer leur efficacité et leur acceptabilité. A cet égard, le recrutement d'un(e) chercheur(e) travaillant sur l'analyse économique des politiques fiscales comportementales est particulièrement stratégique ainsi que la proposition à très court terme d'un profil en économie de la santé. Il est également à noter que le programme de recherche de cet axe, très vaste, nécessite des collaborations interdisciplinaires et des expertises importantes sur les données (collecte, stockage, utilisation, traitements). Les interactions sont donc très nombreuses et stratégiques à long terme, notamment avec les personnes en charge de la plateforme Odalim qui structurera le stockage de données.

Commerce international et filières agroalimentaires

Les domaines de recherches au sein de l'axe « **Commerce international et filières agroalimentaires** » (anciennement « Marchés agricoles et filières agro-alimentaires ») sont constitués de l'économie industrielle et du commerce international. Si certains projets sont plus spécifiquement reliés à un de ces domaines, l'ambition de l'axe est de développer de nouveaux projets à leur interface. L'axe compte développer des travaux selon les directions suivantes.

Intégrer les complémentarités entre produits et catégories de produits dans les demandes des consommateurs auprès des distributeurs. L'activité des distributeurs est multiproduit. Les consommateurs réalisent une large part de leurs achats alimentaires hebdomadaires dans un même point de vente et achètent des produits appartenant à différentes catégories. Ce comportement, source de complémentarité entre les produits, joue un rôle important sur la tarification des distributeurs. Sur le plan théorique, il paraît essentiel de comprendre les implications de ces complémentarités sur les relations entre producteurs et distributeurs. Sur le plan empirique, la plupart des modèles empiriques de concurrence en oligopole et de relations verticales se sont concentrés sur une seule catégorie de produit. Prendre en compte les schémas de substitution et de complémentarité entre un grand nombre de catégories de produits représente un défi méthodologique important. Ces questions seront abordées dans le projet ANR-DFG PARETO coordonné par Claire Chambolle (démarrage au 01/10/2024) et font l'objet d'un projet de candidature ERC Starting grant par Hugo Molina.

Modéliser la filière de la ferme à la fourchette : prendre en compte le pouvoir d'oligopsone des industriels sur les marchés agricoles et ses répercussions sur le partage de la valeur tout au long de la filière est un défi à relever sur le plan théorique comme sur le plan empirique. Modéliser la filière agroalimentaire du fermier au consommateur de manière satisfaisante permettra notamment d'analyser l'impact de la fixation d'un prix plancher pour la matière première agricole, de négociations collectives ou d'un rémunérascoré sur le partage de la valeur et le surplus des consommateurs (Projet Biosphera Inspire- C. Chambolle & H. Molina).

Comprendre la transmission des prix dans la filière par l'analyse ex post de l'inflation des produits alimentaires sur la période 2021-2024 : l'inflation des prix des biens alimentaires est très hétérogène selon les pays et les produits et nous pensons qu'il est fondamental de comprendre la source de cette hétérogénéité. La littérature sur les taux de transmission au sein des filières a identifié plusieurs déterminants de ces taux tels que la courbure de la demande, l'ajustement des marges en fonction du degré de concurrence à chaque niveau de la chaîne, le pouvoir de négociation des firmes ou de la collusion. Cela demeure un défi d'identifier de nouveaux déterminants, de comprendre parmi les déterminants déjà identifiés lesquels jouent un rôle prépondérant et si ceux-ci dépendent de la nature du choc (global/ local). C'est un enjeu de politique publique essentiel afin de faire évoluer l'organisation de nos filières pour leur permettre une meilleure résilience à de tels chocs. Ces questions seront examinées dans le projet ANR-DFG PARETO.

Réunir l'économie internationale et l'économie industrielle : de manière complémentaire aux thèmes précédents, nous étudierons le rôle des firmes globales, multinationales dans la formulation des politiques agricoles et environnementales nationales et internationales. Nous prévoyons également d'améliorer l'analyse des rapports de force entre filières domestiques, et leurs réactions aux marchés internationaux (imports/exports). Cette thématique s'appuiera sur le recrutement récent de Martin Jégard.

Design et effets des accords internationaux dans un contexte de changement climatique : plusieurs projets de travaux ont trait à l'architecture et aux effets des provisions environnementales dans les accords commerciaux. Les accords de commerce récents incluent généralement des clauses rappelant l'importance des considérations environnementales (biodiversité, conservation des ressources, pollution...). Nos travaux ambitionnent de comprendre les contours des « clubs » de pays signant ces accords avec provisions environnementales, de comprendre dans quel but, et d'estimer leurs impacts sur les agrégats environnementaux. Une extension pourrait être d'étudier les complémentarités et substitutions possibles entre accords commerciaux incluant des provisions environnementales et accords environnementaux internationaux. Plus globalement, des travaux pourraient être menés à propos de la cohérence entre les politiques commerciales et les politiques environnementales. Il s'agira d'étudier l'impact du commerce et des politiques commerciales (Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières, clauses miroirs) sur la pollution et les émissions, la déforestation, l'épuisement des ressources naturelles et le développement de la biodiversité. Ces travaux seront structurés par le projet Horizon Europe « ClimTrade », déposé en mars 2024 et impliquant Basak Bayramoglu, Christophe Gouel, Estelle Gozlan, Clément Nedoncelle et Charles Regnacq.

Systèmes de Production Durables

Au sein de l'**axe Systèmes de Production Durables**, les travaux actuels et futurs s'orientent autour de quatre principales thématiques :

Neutralité carbone, agriculture et usage des sols : plusieurs travaux portent sur le rôle de l'agriculture dans la transition vers la neutralité carbone. L'agriculture et plus généralement l'usage des sols jouent un rôle central dans une économie neutre en carbone. Ce rôle se décline sur trois dimensions : réduction des émissions de gaz à effet de serre du secteur, production de bioénergie (biogaz, bois, biocarburant) et séquestration du carbone (carbon farming, forêts). D'importants arbitrages doivent être réalisés dans les années à venir concernant ces dimensions et les usages des sols associés pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Les questions d'agri-voltaïsme seront étudiées par Yris Fondja. Les recherches doivent permettre d'éclairer ces arbitrages et alimenter le débat sur les politiques publiques à mettre en place.

Les recherches portent à la fois sur les différents leviers techniques disponibles (changements de pratiques, intensification, cultures intermédiaires) et aussi les changements de demande alimentaires (réduction de la consommation de viande). Dans une perspective dynamique, il s'agit de prendre en compte la diffusion de nouvelles pratiques et technologies (méthanisation) ainsi que de nouvelles normes et habitudes alimentaires. Sur les questions liées aux choix alimentaires et aux dynamiques collectives, les travaux se recoupent avec l'Axe Consommation saine et durable. Un des enjeux est d'analyser la dynamique couplée d'évolution de l'offre et de la demande alimentaire, et son pilotage par des politiques publiques réalistes, dans un contexte de tensions fortes dans le secteur.

Ces travaux s'appuient sur plusieurs projets dont notamment le projet CLIM-FAS (PEPR FairCarbon) récemment déposé par Kamel Louhichi, et impliquant Laure Bamière et Stéphane De Cara. L'institut de convergence C-LAND permettra de financer des doctorants et post-docs sur les thématiques d'usages des sols, et favorisera un dialogue interdisciplinaire important sur ces questions. Sur les questions de bioénergie, plusieurs partenariats existent via la chaire énergie et prospérité (ENGIE, ADEME), E4C, l'IFPEN avec des perspectives de thèses CIFRE.

Adaptation au changement climatique : bien que la réduction des gaz à effet de serre d'origine agricole reste un élément clé de la lutte contre le changement climatique, l'adaptation aux changements induits par le changement climatique reste tout aussi importante. Dans ce cadre, notre unité mène des recherches sur l'adaptation au changement climatique par les agriculteurs et les usages des sols induits (exemple forestiers), en explorant divers contextes incitatifs tels que les prix et les institutions. Nos récentes études démontrent comment les agriculteurs ajustent l'utilisation d'engrais et de pesticides pour faire face aux chocs météorologiques. De plus, nous développons des méthodes améliorant l'approche Ricardienne en parallèle avec des approches empiriques. Enfin, une gestion plus efficace de la ressource en eau est également cruciale pour l'adaptation au changement climatique, et notre unité explore cette problématique en analysant les liens entre l'eau, le développement et l'environnement.

Gestion des invasions biologiques / épidémies : commencés dans le projet FAST (ANR, PPR Cultiver et Protéger Autrement, 2021-2026), les travaux portant sur les politiques de réduction des pesticides, la gestion des paysages pour une meilleure maîtrise des ravageurs, l'adoption de pratiques agroécologiques mettant l'accent sur la valorisation de la biodiversité (prédateurs naturels) et des services écosystémiques se poursuivent dans le projet FAST, mais aussi le projet VITAE. Par ailleurs des travaux théoriques portant sur le rôle de la spatialité pour la gestion des ressources et également celle des maux publics (ex. ravageurs) sont également en cours de développement, de même que des travaux sur l'amélioration des mesures de la biodiversité (évaluation et analyse spatiale).

Mesures de la performance agricole : plusieurs travaux portent sur la mesure de la performance économique et environnementale de l'agriculture, le développement d'indicateurs de productivité durable, et l'analyse de la composition du revenu des producteurs. Ceci est renforcé par la récente implication de Hervé Dakpo dans le projet Horizon Europe AgEnRes sur la mesure de la dépendance énergétique en agriculture, mais aussi l'estimation de coûts marginaux d'abattement des émissions de gaz à effet de serre.

Maintenir les 2 axes transversaux

Dans les prochaines années, nous souhaitons également continuer à travailler autour des 2 axes transversaux méthodologiques : « Données et méthodes quantitatives » et « Evaluation des politiques publiques ». Concernant le premier, sur les données, la priorité est de pérenniser Odalim comme expliqué ci-dessus dans le SWOT. Nous développons ici le rôle de l'axe Evaluation des politiques publiques.

Les politiques publiques à mettre en place pour réussir la transition du système agroalimentaire sont au centre de nos recherches. Nos recherches évaluent des politiques existantes et peuvent être force de proposition. PSAE essaiera notamment de développer des recherches combinant les problématiques et les approches de deux ou trois des axes thématiques qui viennent d'être présentés. L'objectif est d'évaluer les impacts des politiques publiques tout le long de la chaîne des champs à l'assiette en passant par les usines et la distribution.

Il faut souligner que les économistes sont favorables à la mise en place d'incitations monétaires et notamment de taxes mais que celles-ci se heurtent à la réticence de certains acteurs pour diverses raisons. L'utilisation des revenus des éventuelles taxes ainsi que leurs articulations avec d'autres instruments doivent être analysés en intégrant ces réticences. Ce constat qui est commun aux différents enjeux environnementaux (biodiversité, pesticides, climat) et nutritionnels, justifie la demande d'un poste de CRCN spécialisé en analyse de la fiscalité mentionné dans le premier axe. Ce profil devrait en plus jouer un rôle intégrateur entre les deux axes « consommation saine et durable » et « système de production durable ».

Quelques mots pour conclure

Tous les projets scientifiques qui viennent d'être présentés doivent permettre à PSAE de contribuer à la science et d'aider à répondre aux nombreuses problématiques qui vont se poser dans les domaines agricoles, alimentaires et environnementaux lors des prochaines années. Notre objectif est d'éclairer les débats sur les grands arbitrages de politiques publiques grâce à des analyses coûts-bénéfices précises, basées sur des méthodes rigoureuses de quantification des impacts microéconomiques. Ces analyses nécessitent une vision intégrée du système agro-alimentaire et de ses interactions avec l'environnement et la santé au cœur de notre projet. Ce défi ne peut être relevé qu'en insistant sur la combinaison des trois grandes missions qui nous importent, à savoir la recherche, l'expertise aidant à la décision publique et l'enseignement.